

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 251
19 octobre 1987

Réforme
économique
et
démocratisation
sociale

Voyage dans la
classe ouvrière

Le dilemme
de Gorbatchev

Glasnost dans
l'Histoire ?



Monologue
d'un historien

12FF - 85FB - 4FS

NUMERO SPECIAL



L'URSS à l'heure de Gorbatchev

INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 251
19 OCTOBRE 1987

SPECIAL URSS

- 3 Réforme économique et démocratie
David SEPPO
- 7 Une classe ouvrière sceptique
David SEPPO
- 11 L'alternative
David SEPPO
- 13 *Glasnost* dans l'Histoire ?
Débats sur les réhabilitations
Ernest MANDEL
- 19 Monologue d'un historien
Youri AFANASSIEV
- 21 "La fièvre de la paperasse"
Dominique LEGRAND

**EN
BREF...**



ISRAËL : Réouverture du Centre d'information alternative. BELGIQUE : Les JGS contre les missiles. SUEDE : Victoire pour les ouvriers de la confection. LES NOTRES : Chen Bilan (1902-1987). CANADA : Accord ratifié chez Chrysler.

Les illustrations des trois premiers articles de ce numéro d'*Inprecor* sont tirées du livre *Art of the October Revolution* (Landshoff 1978). Celles de l'article d'Ernest Mandel sont extraites du livre *Trotsky* de David King et Pierre Broué (E.D.I. 1979).



Le dossier du prochain numéro d'*Inprecor* sera consacré à Che Ernesto Guevara, tombé voilà 20 ans.

**ABONNEMENT
25 NUMEROS PAR AN**

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90. Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF. Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF. Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays

Réforme économique et démocratie

L'ASPECT LE PLUS ORIGINAL de la *perestroïka*, la restructuration conduite par la direction Gorbatchev est, de loin, le lien explicitement fait entre réforme économique et démocratisation.

En janvier 1987, à la session plénière du Comité central du Parti communiste, Gorbatchev déclarait que "la démocratie n'est pas qu'un slogan ; c'est l'essence même de la *perestroïka*" (1). A l'exception, peut-être, du Printemps de Prague de 1968 (et dans ce cas-là, c'était en grande partie le fait de forces venues d'en bas), aucune autre tentative de réforme économique au sein du bloc soviétique n'a vraiment envisagé le réel changement d'un système politique caractérisé par le monopole du pouvoir entre les mains de la bureaucratie qui règne sur l'Etat et le Parti. En fait, c'est plutôt le contraire qui se passait : les autres réformes ont été largement conçues dans le but de détourner les pressions en faveur d'un changement politique (2).

David SEPPO

LA RAISON PREMIERE de la *perestroïka* est, bien sûr, la nécessité d'améliorer les résultats économiques. La direction soviétique a reconnu que le système actuel hypercentralisé de planification et de gestion, instauré à l'origine par Staline à la fin des années 20, est la cause fondamentale des performances de plus en plus mauvaises de l'économie. Ce système, malgré le gaspillage terrible en ressources humaines et matérielles, avait réussi à industrialiser rapidement la société arriérée, à majorité paysanne écrasante, que le tsarisme avait léguée à la révolution. Mais ce système est depuis longtemps devenu un obstacle à tout progrès ultérieur.

Un système qui encourage la gabegie

La conception, même si ce n'est pas forcément la pratique réelle, d'un "système dirigiste", est celle d'une seule immense entreprise dans laquelle les canaux principaux de dépendance, de négociation, et de circulation de l'information sont verticaux. Les ressources matérielles sont allouées par le centre qui impose également les objectifs de production des entreprises. C'est un système qui encourage le gaspillage, donne la priorité à la quantité sur la qualité, retarde l'innovation technologique et est impuissante à motiver suffisamment la main-d'œuvre (3).

D'après la réforme, dont les objectifs finaux sont loin d'être clairs, mais qui de-

vrait être définitivement en place au début du treizième plan quinquennal, en 1991, l'accent doit porter sur une gestion "économique" plutôt qu'"administrative", c'est-à-dire sur une coordination plus horizontale que verticale, une large autonomie des entreprises et un rôle central pour les mécanismes du marché.

L'objectif est d'en finir avec la tutelle centrale pointilleuse, au jour-le-jour, de l'économie. On nous dit qu'il ne s'agit pas d'abandonner la planification, mais de rendre enfin possible une planification à long terme grâce à la mise en jeu centralisée de leviers économiques tels que taux d'intérêts, taxation, fixation centrale de normes, subventions, contrôle du commerce extérieur, et un nombre limité de prix clés. Parallèlement, le rôle et l'ampleur des ressources allouées et des objectifs fixés centralement devraient être fortement réduits (4).

Quel rapport y-a-t-il entre la réforme économique et la démocratisation? Dans le numéro de janvier 1987 du journal Soviétique *EKO* (Economie et organisation de la production), publié par le centre académique de Novosibirsk, on trouve dans la rubrique "Pages d'histoire" un article intitulé "La 'grande' réforme, côté cour et côté jardin". Son auteur, l'économiste G. Popov, analyse le processus d'échec et ses causes, de l'émancipation des serfs par le tsar Alexandre II en 1861. Il commence par une citation de Lénine : "1861 a donné naissance à 1905", l'échec de la réforme ayant ainsi été une des causes principales de la révolution. Dans son explication de cet échec, Popov cite le révolu-

tionnaire du XIXe siècle, Nikolai Chernychevsky : pour des nécessités économiques et militaires, "l'Etat a été obligé d'entreprendre un programme qui lui était étranger, un programme basé sur des principes qui étaient contradictoires avec la nature même de cet Etat" (5). Et il termine en citant la conclusion même de Lénine :

"La leçon et l'expérience principales qui doivent être tirées de la réforme, selon Lénine, c'est la nécessité de mobiliser un mouvement de masse. Il fallait chercher la force sociale ayant le plus intérêt à la variante la plus progressiste des transformations (...) pour la faire se soulever et appuyer la réforme (...) Des réformes entreprises par des propriétaires féodaux ne pouvaient qu'être féodales par nature" (6).

Il est clair que cet article voulait alimenter la réflexion sur le processus de réforme actuel. Il faut noter (et cela explique la nature indirecte, implicite du commentaire) le caractère révolutionnaire des conclusions de l'auteur.

Le précédent de l'expérience hongroise

Des conclusions dont l'aspect similaire est frappant, basées sur vingt années d'expérience hongroise de "réforme de marché", ont été récemment publiées par un autre économiste du bloc soviétique, Janos Kornai, qui explique que le mouvement de l'"économie dirigiste" vers la "régulation par le marché", n'a été effectif que dans une mesure limitée. Dans le secteur économique étatisé, de loin le plus important, "la dépendance bureaucratique verticale domine sur la dépendance horizontale par rapport au marché" (7).

Mais si les changements partiels réalisés ont eu pour résultat une meilleure réponse à la demande et une plus grande attention accordée à la qualité et au progrès technologique, les principales améliorations des résultats économiques sont en fait le produit de la politique de libéralisation dans les secteurs coopératif et privé. Dans ce domaine, il est important de noter le rôle joué par une journée de travail significativement plus longue : "Dans un

1) *Pravda*, 28 jan. 1987.

2) W. Brus, "Socialism-Feasible and Viable?" *New Left Review*, numéro 153, sept.-oct. 1985, p.59.

3) Ainsi, par exemple, la productivité du travail en Union soviétique, est estimée, si on calcule la productivité économique globale, à seulement 40% de celle des Etats-Unis. M-A. Crosnier, "Le New Deal de Gorbatchev", *Le Courrier des pays de l'Est*, mars 1985, p.34, n°11.

Pour une description détaillée de l'"économie dirigiste" et ses défauts, voir A. Nove, *The Soviet Economic System*, Londres : Allen and Unwin, 1983. Pour une approche plus analytique, voir J. Kornai, *The Economics of Shortage*, Amsterdam : North-Holland, 1980.

4) Résolution du plénum du Comité central de juin 1987, TASS, 26 juin 1987.

5) G. Popov, "Fasad i kukhnia 'Velikoi' reformy", *EKO*, n°1, 1987, p.172.

6) *Ibid.*, pp.174-5.

7) J. Kornai, "The Hungarian Reform Process : Vision, Hopes and Reality", *Journal of Economic Literature*, vol. 24, déc. 1986, pp.1694.

grand nombre de familles, les membres travaillent jusqu'à l'épuisement physique et psychologique" (8).

Comme Popov, Kornai offre une explication politique ("de classe") à l'échec de l'introduction de réformes de structures importantes :

"Le pouvoir crée la tentation irrésistible de s'en servir. Un bureaucrate ne peut qu'être interventionniste car c'est là son rôle social; c'est sa situation qui le lui dicte. Ce qui se passe aujourd'hui en Hongrie, une régulation micro-économique détaillée, n'est pas dû au hasard.

C'est le résultat prévisible, évident, de la pure et simple existence d'une bureaucratie énorme et puissante qui a une tendance inhérente et prédominante à la recentralisation. Les pionniers de la réforme voulaient garantir à tous les membres de la bureaucratie qu'ils garderaient un large champ d'activité. Leur intention était compréhensible.

La réforme est un mouvement "d'en haut", un changement volontaire de comportement de la part de ceux qui contrôlent et non pas une montée "d'en bas" de la part de ceux qui sont contrôlés. Il existe, par conséquent, une forte contradiction interne dans tout le processus de réforme : comment obtenir la participation active des gens mêmes qui perdront, en cas de succès, une partie de leur pouvoir ? L'assurance n'a que trop bien marché dans le cas de la Hongrie : la bureaucratie n'a pas été ébranlée.

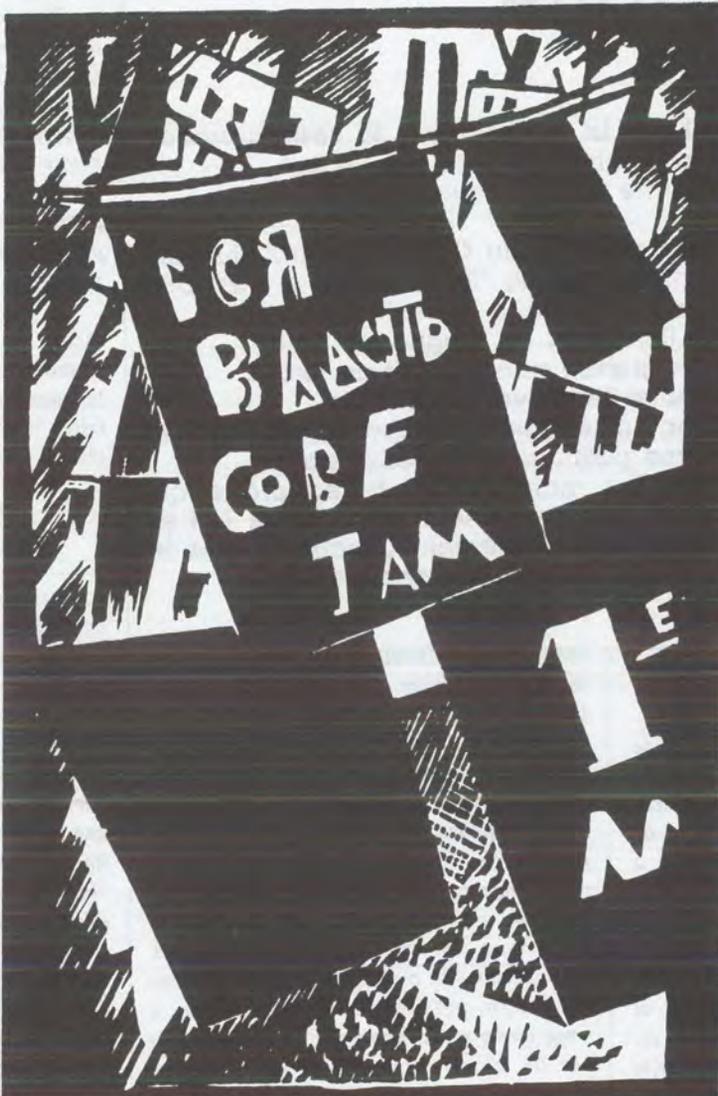
Le nombre de personnes employées dans l'appareil de l'administration économique n'a pratiquement pas changé (9)."

La résistance à la réforme

La résistance à la réforme au sein des diverses administrations est devenue le thème principal de la presse soviétique. Les articles sont clairs et n'hésitent pas à donner des noms. En décembre 1986, par exemple, les *Izvestia* ont publié une série sur l'industrie mécanique, qui était censée connaître une réforme de grande ampleur. En fait peu de choses avaient changé :

"Jusqu'à présent la perestroïka n'a été appliquée dans le ministère qu'à contre-cœur et n'a donc pas produit de résultats notables. Dans le style du ministère de l'Industrie lourde, comme avant, ce sont les méthodes de gestion directe qui préva-

lent ce qui va à l'encontre de l'option adoptée pour un renforcement des leviers économiques de gestion (...) Ces problèmes (...) sont typiques et ne concernent pas la seule construction mécanique lourde. De nombreuses branches d'industrie sont enlisées dans le travail courant ; la tutelle de détail sur les entreprises se subs-



Vladimir Kozlinsky, 1919 : Tout le pouvoir aux soviets !

titue à la solution des problèmes stratégiques (10)."

La résistance existe aussi communément au niveau des entreprises elles-mêmes. "Il y a quelque temps" - écrivent les *Izvestia* du 5 mai 1987 - on a levé les restrictions concernant le cumul des tâches et la réduction du personnel. Le montant des salaires ainsi épargné devait être distribué entre les membres du collectif de travail. Beaucoup d'autres éléments d'égalisation des salaires ont été également supprimés. Mais en fait, très peu de directeurs d'entreprises se sont servis des nouvelles possibilités. D'aucuns ont même suggéré au Comité du travail et des problèmes sociaux de l'Etat soviétique qu'il restreigne de tels paiements."

Il y a bien sûr, une certaine dose d'illogisme et/ou de mauvaise foi dans ces rapports sur l'opposition bureaucratique à la réforme. Car aussi longtemps que

l'ensemble de la structure économique reste fondamentalement la même, le bénéfice net de ces réformes partielles (que Gorbatchev lui-même a qualifiées d'"insignifiantes et non radicales" dans son discours au Plenum de juin 1987 du Comité central (11)) est souvent tout simplement de rendre la vie plus difficile aux adminis-

trateurs dans l'accomplissement des tâches qui leur sont assignées. Ces attaques reflètent la nature contradictoire du processus de réforme, qui est loin d'être clairement dessiné.

Mais en même temps, la dure critique du "bureaucratisme" et de la "bureaucratie" est destinée à atténuer une opposition politique réelle et potentielle. Car il existe vraiment des intérêts fondamentaux, communs à de larges couches de la "classe des administrateurs", qui sont menacés par la réforme. Et bien que ses membres ne soient pas organisés politiquement pour défendre leurs intérêts (12), ils n'en constituent pas moins une source critique d'opposition à la perestroïka et, dans une crise au sommet, ils n'auraient guère de mal à trouver de vigoureux défenseurs dans une partie du Politburo.

Le plus fondamental de ces intérêts est la sécurité de l'emploi : dans le système bureaucratique, les privilèges ne découlent pas de la propriété mais du poste dans l'administration. Les vastes mouvements de personnel qui ont déjà marqué la période Gorbatchev et l'accent mis sur l'efficacité ont remis en question ce qui, en pratique, était devenu un droit sous Brejnev. (L'établissement de ce "droit" expliquant en grande partie l'étendue sans précédent de la corruption sous le règne de Brejnev) (13). Mais la réforme économique, si elle est menée à bien de façon un tant soit peu cohérente, entraînera également des réductions sévères dans le personnel des administrations. Cela affecterait d'abord les échelons moyens, très nombreux, de la bureaucratie - ceux des douzaines de ministères de branche et de comités d'Etat. Ces gens devraient non seulement se re-

8) Ibid., p. 1707.

9) Ibid. pp. 1727, 1729-30.

10) "Pisma iz ministerstva" (Lettres du Ministère), *Izvestia*, 20 déc. 1986. Voir aussi *ibid.*, déc. 16-18.

11) *New York Times*, 27 juin 1987.

12) Voir D. Mandel "Sur la nature de l'autoritarisme soviétique", *Critiques socialistes*, n°1. Ottawa, automne 1986, pp.93-4.

13) Voir J. Medvedev, *Andropov au pouvoir*, Paris, Flammarion, en particulier ch. 9 et 14.

convertir et subir ainsi une perte de pouvoir, de prestige et de revenu, mais beaucoup, si ce n'est la plupart, devraient quitter la capitale. Cela serait peut-être le coup le plus cruel de tous dans un pays où le fossé matériel et culturel entre la capitale (et dans une moindre mesure Leningrad et les capitales des principales républiques) et la province est si profond.

Un rôle économique fondamental

Mais la perspective pour l'appareil du parti - ici encore surtout les niveaux intermédiaires : secrétaires de comités de républiques, de régions ou de villes et leur personnel - de perdre ce qui a été sa principale fonction pendant près de soixante ans, comme coordinateur économique du territoire, contrôleur, décideur et initiateur est politiquement encore plus significative (14). Ce rôle économique est absolument critique dans une "économie dirigiste" hautement centralisée, avec ses déséquilibres et ses pénuries chroniques, et il a joué, sans aucun doute, un rôle central pour la continuité de la domination de l'appareil du parti sur l'Etat pendant des décennies.

Au cours des mois passés, l'appareil du parti s'est vu constamment répété qu'il devait abandonner son rôle de gestionnaire économique, de "distributeur". "Les organes du parti doivent agir en tant qu'organes de direction politique... et non comme organes de gestion économique" admonestait Gorbatchev lors d'un meeting avec des apparatchiks estoniens (*Pravda*, 23 février 1987). Au plénum de janvier il était encore plus explicite : "C'est pour améliorer les méthodes de direction du par-



ti qu'il faut exclure toute substitution, ou mise sous tutelle mesquine, sur les organes économiques... Mais certains dirigeants du parti ont des problèmes avec la perestroïka - ils sont incapables d'abandonner leurs fonctions de "distributeurs" qui ne relèvent pas du parti, le désir de décider de tout pour tout le monde, de tout contrôler, pour ainsi dire, dans leur main" (*Pravda* 28 janvier 1987).

Un autre intérêt en jeu c'est le mécanisme de sélection des cadres de la *nomenklatura*. Dans le cadre de la réforme, les apparatchiks et les administrateurs de l'économie les plus haut placés vont perdre peu à peu une bonne part de leur pouvoir de choisir les directeurs.

C'est là une mesure nécessaire si les directeurs doivent être davantage préoccupés de l'efficacité que des faveurs de leurs supérieurs. (En même temps, il n'est pas évident du tout que la plupart des dirigeants d'entreprise accueilleront favorablement ce changement, car ils sont habitués à l'ancien système, qui malgré ses inconvénients, peut souvent leur sembler plus sûr) (15).

La fin d'un pouvoir sans limites ?

Le pouvoir de désignation a été un instrument crucial pour la construction des bases du pouvoir et l'accumulation de privilèges. Y renoncer ne sera pas facile. La résolution adoptée par le plénum de janvier, convoqué spécialement pour discuter et réformer l'encadrement politique, n'a pas mis à l'ordre du jour, sauf de façon très générale, les propositions de Gorbatchev pour l'élection des permanents du parti, qui incluait un vote à bulletin secret et la multiplicité des candidatures (*Pravda*, 28 janvier 1987). Pour le moment, on peut considérer cela comme équivalent à un rejet. (Des propositions similaires avaient joué un grand rôle dans la chute de Khrouchtchev) (16). Gorbatchev n'a pas caché que la préparation du plénum, repoussé par trois fois, avait été très difficile (*Izvestia*, 26 février 1987).

Le remplacement, au moins partiel, des nominations par le haut par des élections à la base et la liberté de critique publique des permanents, sans peur de représailles, signifient la fin de l'exercice sans limites du pouvoir, ce qui, entraîne une attaque inévitable contre les privilèges bureaucratiques. Il en est ainsi parce que ces privilèges dans des systèmes de type soviétique ne sont jamais ressentis comme légitimes (le marxisme soviétique, l'idéologie officielle, malgré son abâtardissement, conserve son caractère fondamental démocratique et égalitaire), et prennent la forme d'un abus de pouvoir. Ce thème est lui aussi devenu prédominant dans la presse. Le 17 février 1987, la *Moskovskaia Pravda* publiait un rapport probant



Если красное знамя рвется, Если люди добрались до света, Это дело красноармейца Первой опоры Советов.

sur les écoles spéciales en langues étrangères de la capitale. Ces dernières, était-il écrit, servent presque exclusivement à l'élite de la bureaucratie. Cette dénonciation des "couveuses de la gentry", comme l'écrit un lecteur, ne peut que soulever le problème plus général des privilèges bureaucratiques. Parmi les dizaines de lettres reçues par le journal, un thème commun apparaît : "Un système s'est développé à travers des institutions inoffensives comme la santé, les loisirs, le commerce et les services qui sont (...) le domaine des 'happy few' - un système qui convient parfaitement aux fonctionnaires de haut rang eux-mêmes, et en particulier à leur entourage" (*M.P.* 13 mars 1987).

Remettre en question la bureaucratie

Bien qu'il soit clair que cela n'est pas aujourd'hui dans les intentions de la direction, le problème potentiellement en jeu certainement ressenti comme tel par une bonne part de la bureaucratie - est l'existence même de cette dernière comme

14) Pour une analyse de ce rôle voir J. Hough, *The Soviet Prefects*, Cambridge : Harvard University Press, 1969, et A. Yanov, *Détente after Brezhnev*, Berkeley : I.I.S.-University of California, 1977, ch.2.

15) On a demandé à 120 experts en chef et directeurs d'entreprises majeures de proposer des changements dans le système d'établissement des comptes d'entreprise. Ils se montrèrent tous très critiques envers le système existant, mais lorsqu'on leur demanda des propositions de remplacement, ils restaurèrent virtuellement l'ensemble des anciennes procédures. "Realnost nadezha" (La réalité des espoirs), *Izvestia*, 5 mai 1987.

16) Voir J. Medvedev et A. Medvedev, *Khrushchec : the Years in power*, Londres : Oxford University Press, 1977, ch.13. Un analyste soviétique a récemment fait allusion au rôle joué par ces réformes pour évincer Khrouchtchev. Voir G. Smimov, "Revolutionnaia subobnovleniia", (L'essence révolutionnaire du renouveau), *Pravda*, 13 mars 1987.

"classe". C'est sûrement le but des partisans les plus radicaux de la *perestroïka*. Dans une interview qui mérite une longue citation à cause de son "trotskysme" implicite, A. Butenko, professeur d'économie à l'université de Moscou, déclarait à la *Moskovskaïa Pravda* :

"Au cours de notre développement passé, un mécanisme à retardement s'est formé. Il trouve ses racines dans de sérieux défauts de nos institutions de démocratie socialiste et sont directement liés aux phénomènes des années 30 et 40 intervenus dans les conditions du culte de la personnalité de Staline.

La restructuration a, jusqu'ici, progressé lentement car les mêmes forces qui avaient bloqué la réalisation des décisions du 20e congrès du PCUS [celui de la déstalinisation] (...) ne veulent pas de changements et sont empêchés également aujourd'hui.

Il s'agit ici de quelque chose dont Marx, Engels et Lénine étaient conscients mais que des interprétations ultérieures, ultra simplificatrices, de la construction du socialisme avaient laissé tomber. Pour la classe ouvrière qui a accédé au pouvoir, le bureaucratisme constitue un danger énorme (...)

"Tant qu'existera la division entre dirigeants et dirigés..."

Tout comme Marx et Engels, Lénine croyait qu'aussi longtemps qu'existera la division du travail entre direction et exécution, et qu'il y aura des dirigeants et des dirigés, il y aura danger de bureaucratisation. Mais ces idées léninistes ont été mises aux oubliettes par Staline (...) Le pouvoir a été concentré entre les mains de l'appareil administratif-bureaucratique qu'il avait créé. Les procès et la répression des années 30 sont venus compléter la formation du régime stalinien, qui a détruit ceux qui défendaient un système de gestion (...) basé sur les idées et les traditions léninistes.

Le 20e congrès du PCUS porta un coup puissant à la bureaucratie mais, par la suite, des forces actives serrèrent les rangs et réussirent à arrêter le processus de purge de notre société du bureaucratisme (17).

Lors d'une table-ronde sur la réforme économique, l'écrivain Lisishkin était même plus brutal :

"De quoi notre société a-t-elle besoin par dessus tout aujourd'hui ? Je pense que nous devons modifier la division du travail qui s'est cristallisée, et qui implique qu'une partie de la population se consacre totalement à produire des biens et l'autre à la consommer. Quelle est 'cette autre partie' ? C'est cet appareil administratif démesuré à tous les niveaux et dans toutes les sphères



parole officiels pour caractériser la *perestroïka*. Un article théorique paru dans la *Pravda* du 13 mars 1987 et intitulé "l'essence révolutionnaire du renouveau" analyse les "les mécanismes de retard qui existent" dans la société soviétique, et notamment depuis le plénum du Comité central d'octobre 1964 (qui devait consacrer la chute de Khroutchev et la montée de Brejnev, lequel utilisait cette réunion pour annoncer la politique de "respect des cadres".) Son auteur, G. Smirnov, cherche à mettre à nu "la substance des contradictions qui sont apparues au grand jour et des antithèses qui sont affirmées.... (afin de) saisir l'essence révolutionnaire de ce qui se produit à l'heure actuelle". Développant, il explique que les causes du freinage étaient "subjectives", c'est-à-dire politiques : la politique anti-démocratique et conservatrice de la direction après 1964, une politique basée sur "la faiblesse et l'incompétence, et en partie sur l'égoïsme des individus et des groupes. Les tendances localistes, soutenues par des éléments technocratiques et bureaucratiques qui étaient

guidés par leurs intérêts immédiats, firent beaucoup de dégâts. Existaient des pratiques et des formes et méthodes à leur image."

Réforme ou révolution ?

Jusque là, très bien. Mais ensuite, Smirnov essaie de résoudre la quadrature du cercle :

"Aujourd'hui il n'existe pas dans la société des classes antagoniques dont l'élimination et la destruction de leur idéologie, constitueraient un élément essentiel de révolution. La subtilité du problème réside dans le fait que nous ne parlons pas d'une révolution sociale et politique, par laquelle la base des relations du vieux système économique est détruite et un système po-litique fondamentalement nouveau est établi, exprimant les intérêts de la classe victorieuse. Nous ne parlons pas d'un démantèlement du pouvoir d'Etat, mais d'un renforcement de l'Etat socialiste de tout le peuple (...) en développant l'auto-gouvernement populaire socialiste".

Le système soviétique est hautement contradictoire et la bureaucratie, comme Trotsky et d'autres marxistes l'affirmèrent, n'est pas une classe dans le sens historique du terme. Mais si l'on accepte les conclusions de Smirnov, pourquoi alors parler de révolution plutôt que de réforme ?

Smirnov, en publiant cet article dans

de la société, non seulement dans le domaine de l'économie mais aussi dans celui de l'idéologie, de la culture de la science, des loisirs, de la santé etc. Toutes ces mains serrant le cou de ceux qui produisent les biens ! Pour clarifier les choses, quand je parle de sphère improductive, je pense, non pas à l'enseignant bien sûr, mais bien à ceux qui entravent l'enseignant dans sa mission d'enseigner ; non pas au médecin, mais aux bureaucrates superflus du ministère de la Santé ; non pas à l'artiste ou l'acteur, mais à ceux - nombreux - qui sont au-dessus d'eux." (18)

"Pas de troisième voie"

"La question se présente de la manière suivante - déclarait Gorbatchev lors du Congrès des syndicats en février 1987 - démocratisation ou inertie sociale et conservatisme. Il n'existe pas de troisième voie." (*Izvestia*, 26 février 1982).

En liant ainsi étroitement la réforme économique à la démocratisation, Gorbatchev semble avoir conclu que si le régime continue à reposer sur la bureaucratie comme base principale du pouvoir, la réforme est ruinée. Mais la seule base alternative qui ait intérêt et qui soit capable de s'opposer au conservatisme de l'appareil, c'est la classe ouvrière. Cette transformation de la base sociale du pouvoir est le seul véritable chemin de la démocratisation. Si cela se produisait, ce serait une révolution.

Les termes de "révolution" et de "changements révolutionnaires" ont été utilisés par Gorbatchev et d'autres porte-

17) "Rozgovory o perestroïka", (Entretiens sur la restructuration), *Moskovskaïa Pravda*, 7 mai 1987.

18) "Ekonomika na perepyte" (L'économie à la croisée des chemins), *Literaturnaïa gazeta*, 3 juin 1987, p.10.

l'organe central du parti, qui fait autorité, exprime la position officielle actuelle. Les mêmes ambiguïtés caractérisent souvent les déclarations mêmes de Gorbatchev sur cette question. Après avoir parlé pendant des heures au plénum de janvier sur l'absolue nécessité de la démocratie, il rassurait l'assemblée (une collection de figures dirigeantes de la bureaucratie) en disant : "Il n'est pas question bien évidemment, de casser notre système politique ou quoi que ce soit ce genre" (*Pravda*, 28 janvier 1987). On pourrait demander : parle-t-il du système politique tel qu'il est décrit officiellement ou bien du système politique tel qu'il fonctionne réellement ? Ce qui est certain, c'est qu'on ne peut insuffler la vie au premier sans détruire le second.

Un pouvoir intact

Si l'on prend en considération son passé et les circonstances de sa montée au pouvoir, il faudrait être touché par la grâce pour voir en Gorbatchev un révolutionnaire. Nous verrons plus loin que la démocratisation qu'il préside est ambiguë et limitée. Elle vise à affaiblir la résistance bureaucratique par une mobilisation contrôlée de la pression populaire en faveur de la réforme et à réduire la dépendance des directeurs vis-à-vis de leurs supérieurs bureaucratiques grâce à une certaine dose de contrôle par le bas. Mais, une telle démocratisation laissera largement intact, même si affaibli, le pouvoir de la bureaucratie, et il est également improbable qu'elle puisse créer dans la classe ouvrière le nécessaire sentiment de responsabilité politique envers la réforme économique. C'est là l'autre versant du lien entre réforme économique et démocratisation, et nous devons maintenant examiner cette classe qui constitue aujourd'hui plus de 60% de la population soviétique. (19) ■

19) Par "classe ouvrière", j'entends les femmes et les hommes qui effectuent de façon prédominante un travail physique dans la fabrication, le transport et la construction. Il est évident que de larges éléments de l'intelligentsia (ceux qui occupent des postes, ou qui y aspirent, demandant une éducation post-secondaire) et des employés dans le secteur des services partagent de nombreux intérêts élémentaires avec ces ouvriers.

Il est clair, également, que les diverses couches qui composent la "classe ouvrière" telle qu'elle est définie ici, ne sont pas toutes de la même étoffe. Cependant, des conditions objectives de base partagées et une expérience historique commune des systèmes de type soviétique (pour la période la plus récente, la Pologne de 1980-81), tendent à venir appuyer la validité de cette définition.

SPECIAL URSS

Une classe ouvrière sceptique

DANS LA VISION "TOTALITAIRE" de la société soviétique qui peut-être est en train de se modifier, mais qui prédomine encore à l'Ouest, les ouvriers sont atomisés et totalement dominés par un Etat absolu. Leur condition sociale n'est pas très différente de celle des ouvriers dans les pays capitalistes à cette exception près, qu'ils n'ont aucun des droits politiques et syndicaux des ouvriers occidentaux leur permettant de se défendre contre l'exploitation capitaliste.

David SEPPO.

LA REALITE est beaucoup plus complexe. Bien sûr les droits politiques et syndicaux sont inexistantes en URSS (quoiqu'il faille être prudent et ne pas exagérer leur signification pratique pour les ouvriers des Etats capitalistes), mais les ouvriers soviétiques sont loin d'être atomisés, du moins au niveau des entreprises où ils possèdent certains droits et moyens qui leur permettent de défendre leurs intérêts les plus immédiats (1). Ce sont d'ailleurs certains traits de "l'économie dirigiste" qui le rendent possible. En premier lieu, existe le plein emploi et même la pénurie de main-d'œuvre (malgré des poches locales de surplus) (2). L'article 40 de la Constitution de 1977, affirme le droit au travail des citoyens (3).

Une main-d'œuvre excédentaire

Toutefois la portée réelle de cette clause est difficile à vérifier directement car "l'économie dirigiste" tend à maintenir

une pénurie chronique de main-d'œuvre. La somme des prévisions en matière de main-d'œuvre des entreprises excède régulièrement la totalité du volume de la main-d'œuvre planifiée pour l'ensemble de l'économie, (à la fois avant et après corrections).

Pour les gestionnaires soviétiques, cette force de travail en surplus ne coûte rien. C'est même l'inverse. Elle offre beaucoup d'avantages : les sommes destinées aux stimulants matériels croissent en proportion de la masse des salaires, et les ouvriers en surplus rendent plus aisée la réalisation des objectifs du plan malgré le fonctionnement irrégulier du système d'approvisionnement, le rythme haché de travail qui en résulte, et les demandes périodiques d'ouvriers des entreprises par les autorités extérieures afin d'aider d'autres secteurs de l'économie, que ce soit l'agriculture, la construction, la récolte des fruits et légumes etc., tout ce qu'on nomme les "boulots des chefs" (*shefskie raboty*) (4).

Se défendre "avec ses pieds"

Pour les raisons que nous venons de décrire, les ouvriers (mais non les employés et le personnel technique) bénéficient *de facto* de la sécurité de l'emploi : même si du strict point de vue légal, ils peuvent être renvoyés pour raison de sur-effectif, en pratique, cela ne se produit jamais (5). (Ce n'est pas le cas pour les délits politiques, mais les conflits locaux entre les ouvriers et la direction ne sont généralement pas considérés comme politiques par le régime). Au fil des années, les ouvriers ont donc considéré la sécurité de l'emploi comme un droit (6).

Cette situation créée, dans l'entreprise, un rapport de forces favorable aux ouvriers : la direction a besoin d'eux, alors qu'ils

1) Beaucoup de ce qui suit est basé sur des entretiens personnels et des observations au cours de voyages en Union soviétique. Pour une analyse pénétrante de la situation des ouvriers dans les usines d'Europe de l'Est, voir C. Sabel et D. Stark, "Plannings, Politics, et pouvoir de la base : Hidden Forms of Bargaining in Soviet-impose State-socialist Societies," *Politics and Society*, vol. 11, n°4, 1984, pp.339-475. Voir également D. Mandel, "La crise du socialisme réellement existant", *Etudes internationales*, Québec, vol.12, n°2, juin 1982, pp.293-5.

2) Pour des discussions sur le chômage rural en Asie centrale et Azerbaïdjan, voir *Sotsialisticheskaia industriia*, 25-29 avril 1987 et *Selskaia Zhizn*, 24 avril 1987.

3) *Constitution de l'Union des républiques socialistes soviétiques*, Moscou, 1977.

4) Pour une discussion intéressante sur ces problèmes,

voir P. Hanson, "The Serendipitous Soviet Achievement of Full Employment : Labour Shortage and Labour Hoarding in the Soviet Economy", in D. Lane, ed., *Labour and Employment in the USSR*, N.Y. : NYU Press, 1986, pp. 83-111, et également V.M. Rutgaizen et Yu. E. Shevnyakov, "Raspredelenie po trudu" (Distribution selon le travail), *EKO*, numéro 3, 1987, pp. 14-17.

5) Voir Lampert, "La sécurité d'emploi et la loi en URSS", in Lane, *Labour and Employment in the USSR*.

6) Nove, *The Soviet Economic System*, p.296. En Hongrie, ce n'est que l'an dernier que les autorités ont commencé à fermer quelques usines improductives. Bien qu'on leur ait offert des emplois ailleurs et que les autorités politiques les aient rencontrés pour leur expliquer la situation, les travailleurs ainsi déplacés furent très mécontents. *New York Times*, 2 déc. 1986, p. A-10)

peuvent aisément trouver un autre travail où les conditions leur seront peut-être plus favorables. Ainsi, malgré l'absence de syndicats qui les défendraient, les ouvriers peuvent voter avec leurs pieds (changer de travail) et le font d'ailleurs à une cadence très élevée. Plus même, l'utilisation informelle de la grève et d'autres moyens collectifs de pression au niveau de l'entreprise est très fréquente, notamment dans l'industrie lourde.

Un second trait de ce système "d'économie dirigiste" est le socle d'intérêts communs - ou plus précisément de collusion - qu'il crée entre les ouvriers et la direction de l'entreprise face aux pressions des autorités centrales. Une entreprise soviétique est très différente d'une

Pour les travailleurs soviétiques, la différence la plus importante réside dans la nature de leur travail, qui est sale, éprouvant physiquement et peu gratifiant, alors que les "cols blancs" comme on les appelle, sont assis à leur bureau dans des locaux propres, sirotant leur sempiternel thé. Bien souvent les ouvriers disent que "ces gens là ne travaillent pas".

Pourtant, bien que dans leur esprit "nous" représente les ouvriers et "eux" la direction, à cause de cette habituelle collusion, l'attitude spécifique des ouvriers vis-à-vis de la direction semble dépendre plus de facteurs subjectifs, personnels, que de différences objectives au plan social. Bien souvent, le problème est surtout de savoir si le directeur est "un bon gars" : est-il

loyal avec les ouvriers et les traite-t-il comme des êtres humains ? A la différence des ouvriers en régime capitaliste, les ouvriers soviétiques disent que la direction ne les presse pas terriblement (il est généralement admis qu'on pourrait, de fait, travailler plus) et qu'elle essaie de leur obtenir les meilleurs salaires étant donné les circonstances (qui sont largement déterminées par le centre).

La collusion entre les ouvriers et la direction dans "l'économie dirigiste" peut prendre différentes formes. Mais sa manifestation la plus éclatante, c'est la *prispka* "ajout" de travail fictif et de production fictive, qui sert les intérêts des deux parties : l'ouvrier qui reçoit plus qu'il ne le devrait par son travail réel, et le directeur qui réalise et

dépasse les objectifs du plan. C'est "seulement" l'économie dans son ensemble qui en pâtit. Mais, à ce niveau, dans le système bureaucratique, c'est le problème des seules autorités centrales. Sous Brejnev, la *prispka* pouvait atteindre jusqu'à 40% du salaire de l'ouvrier (7).

En l'absence de terreur, disparue après la mort de Staline, le produit de ces deux traits de "l'économie dirigiste" - pénurie de main-d'œuvre et collusion ouvriers-direction - exerce une pression constante sur les salaires dont la croissance n'a qu'une faible relation avec la hausse de la productivité, malgré l'insistance des autorités centrales à vouloir lier les deux facteurs. La situation est similaire pour les différences entre les salaires, qui sont relativement faibles à l'intérieur d'une même industrie, et malgré, là aussi, la dénonciation constante par les autorités centrales

de la *uravnilovka*, le nivellement.

Une troisième caractéristique de "l'économie dirigiste" est l'importance prise par le salaire social, c'est-à-dire ces biens et services qui sont fournis indépendamment ou presque du travail fourni : les produits alimentaires de base largement subventionnés, les loyers, les transports, les soins médicaux, l'éducation, etc.

Selon une estimation soviétique récente, pour chaque rouble gagné sous forme de salaire en 1965, 46 kopeks étaient distribués sous forme de produits ou services gratuits ou subventionnés provenant des fonds publics (1 rouble = 100 kopeks). En 1971, cette somme atteignait 51 kopeks ; en 1975, 56 ; en 1980, 58 ; et en 1964, 69 kopeks (8). Même si la quantité et la qualité de ces biens et services sont souvent médiocres et leur attribution entravée par la corruption, ils procurent, aux ouvriers, une marge de sécurité, dont la signification ne doit pas être sous-estimée.

A chacun selon son travail

De plus, dans ce système, le directeur n'a jamais l'intérêt ou le moyen - que possède un directeur capitaliste - d'assurer une utilisation "efficace" ou "rentable" de la force de travail, ou en d'autres termes, d'intensifier constamment l'exploitation des travailleurs. De l'autre côté, les travailleurs possèdent des moyens informels leurs permettant de défendre leurs intérêts les plus immédiats.

En expliquant la nécessité urgente d'une réforme structurelle de l'économie qui introduirait de façon indirecte des moyens économiques de planification et de gestion et une plus large autonomie des entreprises, Gorbatchev, déclarait lors du plénum de janvier :

"La restriction des droits économiques des entreprises et des groupes industriels a de sérieuses conséquences. Elle mine la base matérielle des stimulants, empêche d'obtenir des résultats supérieurs, amène le déclin de l'activité économique et sociale de la population, le déclin de la discipline au travail. De sérieuses infractions au principe socialiste du salaire selon le travail ont été commises. Une mentalité de dépendance s'est développée. Dans la conscience du peuple, la psychologie du nivellement a pris racine. La rupture du lien entre la quantité de travail et la quantité de consommation n'entraîne pas uniquement des



entreprise capitaliste où la direction essaie d'obtenir le profit maximum en intensifiant l'exploitation de la force de travail. Les ouvriers peuvent vérifier tous les jours de leur vie de labeur, en régime capitaliste, l'intérêt que les patrons y trouvent. Par contre, les ouvriers soviétiques tendent à avoir une attitude beaucoup plus ambivalente envers la direction. Ils considèrent la direction (et, dans une moindre mesure, les techniciens) comme un groupe à part, mais cette division n'est qu'en partie basée sur une perception de conflits d'intérêts, c'est-à-dire une discrimination au profit des directeurs et des techniciens dans la distribution des bénéfices sociaux (les vacances subventionnées, les appartements, etc.), et le traitement occasionnellement arbitraire envers les travailleurs (en leur donnant les emplois les "moins profitables", heures supplémentaires obligatoires), etc.

7) Entretiens personnels. Rutgaizen et Shevnyakov citent les estimations d'un expert concernant la *prispka* et qui se montent, par entreprise, à 15-20% du travail déclaré dans le transport et la construction. Voir Rutgaizen et Shevnyakov, "Raspredelenie..." p.20. Cependant, ils ne spécifient pas la période étudiée. Dans des entretiens personnels des ouvriers ont déclaré que les pressions contre la *prispka* se sont significativement accrues après la mort de Brejnev.

8) Ibid., p.5.

distorsions vis-à-vis du travail mais amène également une distorsion du principe de justice sociale, question d'une grande importance politique" (*Pravda*, 28 janvier 1987).

La réforme économique, si elle est introduite de manière plus ou moins conséquente, transformerait donc la situation des ouvriers. Les directeurs des entreprises, soumis à la pression des forces du marché, seraient motivés pour produire plus efficacement. L'un des principaux moyens pour ce faire consisterait à économiser sur les coûts de main-d'œuvre. Le droit des entreprises dans l'établissement des salaires serait élargi de manière significative. Les salaires seraient liés beaucoup plus étroitement aux résultats concrets et aux performances de l'entreprise, et les différences salariales augmenteraient dans les mêmes proportions (9).

Les subventions aux prix et autres formes du salaire social seraient drastiquement réduites par rapport au revenu salarial. La pénurie chronique de main-d'œuvre disparaîtrait, on parle même d'une apparition du chômage quoique, dans un futur proche, ce phénomène ne serait sans doute qu'épisodique et localisé. Plus significative serait la perte de la sécurité de l'emploi. Beaucoup d'ouvriers seraient obligés de se recycler ou de muter géographiquement. Une loi qui devrait bientôt être adoptée, prévoit l'octroi, pendant trois mois, d'une allocation équivalant au salaire moyen national, pour les ouvriers obligés de chercher un nouvel emploi (10). Jusqu'à présent, il n'y avait jamais d'allocations pour les non-handicapés sans emploi.

Une étrange notion de "justice sociale"

Dans la presse et la littérature scientifique, ces mesures sont souvent discutées sous la rubrique "justice sociale". Ainsi, par exemple, les changements d'ordre général que nous avons décrits étaient défendus par une sociologue éminente, Tatiana Zaslavskaja, dans un article intitulé "Le facteur humain et la justice sociale" publié dans le numéro de novembre 1986 de *Kommunist*, le journal théorique du PCUS. Dans les discussions, "justice sociale" tend à prendre une signification particulière : si un ouvrier A produit mieux que l'ouvrier B, le salaire réel de A doit être plus élevé. Et, ajoute-t-on, ce n'est généralement pas le cas à présent.

Il n'est pas difficile de comprendre les raisons qui sont derrière cette insistance à vouloir renforcer le lien entre travail et rétribution et à éliminer le nivellement des salaires. Mais il est cependant frappant de constater que les thèmes relevant habituellement de la "justice sociale" ne sont mentionnés que pour la forme : la motivation au travail par le renforcement de la solidarité sociale basée sur une participa-

tion réelle aux décisions et la garantie, pour tous, d'un minimum décent de ressources, quelles que soient les circonstances particulières (infirmité physique, responsabilités familiales, conditions du marché, etc.) dans lesquelles travailleuses et travailleurs peuvent se retrouver. Les économistes Rutgaizen et Shevniakov commencent ainsi leur article intitulé "Distribution selon le travail" : "Jusqu'à voilà peu de temps l'amélioration de la distribution a été principalement considérée du point de vue de la solution à apporter aux problèmes urgents du bien-être public. Nous devons, à présent, renforcer considérablement son rôle dans l'intensification de la production." (11). L'article tout entier est exclusivement consacré à développer la deuxième phrase. En fait il n'est accordé pratiquement aucune attention sérieuse dans la presse, la littérature scientifique ou la pratique, aux mesures sociales nécessaires pour adoucir les coups sociaux et économiques qui frapperaient inévitablement, d'emblée, une très grande partie de la population.

Un substitut au pouvoir politique

Le problème n'est pas tellement de savoir si la réforme envisagée est "anti-ouvrière" ou non (bien qu'on puisse, à juste titre, se demander s'il n'existe pas d'autres variantes de réforme correspondant davantage aux aspirations des travailleurs) (12). Car l'"économie dirigiste" n'est sûrement pas pro-ouvrière, malgré ceux qui, à l'Est comme à l'Ouest, n'hésitent pas à décrire comme des privilégiés les ouvriers soviétiques sous le régime actuel.

Comme nous l'avons vu, ces "privilèges" ne sont en réalité qu'une adaptation défensive à un système qui a privé les travailleurs de leurs droits politiques. Ils sont, en un sens, des substituts au pouvoir politique, en particulier au droit de contrôle sur la gestion de l'économie nationalisée, comme aux droits syndicaux.

Vue sous cet angle, les travailleurs se méfient d'une réforme qui, au moins à court terme, les réduirait à la condition des ouvriers sous le capitalisme, sans leur garantir qu'ils en tireront profit ultérieurement, et cette attitude est compréhensible. Jusqu'à présent, leur expérience dans les usines sous Gorbatchev, a été dans l'ensemble, négative : resserrement de la discipline, intensification du travail, réduction des revenus et hausse des prix, sans amélioration significative de la consommation.

Dans une interview aux *Izvestia*, le directeur de l'Institut de recherche sociologique de l'Académie des sciences de l'URSS, V. Ivanov, généralisant les résultats d'une étude menée dans 120 entreprises de tout le pays, déclare qu'à l'inverse



Довольно погорюнились ласково, заждались Мева, Фонтанки и Мойки. Прачка! Буржуа или прополаскивать, Чтоб был белес в Меве промойка.

de ce qui se passe dans la sphère de la création intellectuelle, il y a eu peu de changements bénéfiques pour les travailleurs dans la sphère de la production matérielle. "Pour l'instant, la majorité ne fait l'expérience de la restructuration que sous la forme d'une pression accrue au travail (...) Le marché des biens de consommation reste inchangé, et de plus, l'an dernier le taux de croissance de la production des biens de consommation a été inférieur à celui de 1985" (13).

Une ouvrière d'une entreprise de béton armé de la ville de Kurgan décrivait ses conditions de travail et de vie dans les termes suivants : au travail, un système de ventilation inexistant, un traitement préférentiel pour les administrateurs dans la répartition des bénéfices, un comité syndical qui ment et qui a au coeur d'autres intérêts que ceux des travailleurs ; à l'extérieur un appartement dans un immeuble dont le toit fuit, dont les ascenseurs ne fonctionnent pas, glacial en hiver, et des trans-

9) Voir par exemple U. Tchcherbakov (Directeur du département salaires de la Commission du travail d'URSS), "Kardinalnaia perestroika oplaty truda" (Réforme fondamentale de la rétribution du travail) *EKO*, n°1, 1987, pp.37-52.

10) Crosnier, "Le new deal..." p.16. La presse a déjà relaté des cas de licenciements. Voir "Ekonomika na perepîete", *Literaturnaia gazeta*, juin 1987, p.10. L'agence TASS a fait état, le 26 mars 1987, d'une première faillite, dans une firme de construction de Leningrad.

11) Rutgaizen et Shevniakov, "Raspredelenie..." p.3.

12) Ce problème extrêmement crucial, qui n'a guère retenu l'attention, à l'Est comme à l'Ouest, dépasse le cadre de cet article. Pour une défense intéressante - et très rare - d'une planification démocratique mais cependant fondamentalement centralisée, voir E. Mandel, "Démocratie socialiste contre socialisme de marché", in *Quatrième internationale* numéro 25, septembre 1987.

13) "Realnost nadezhd", *Izvestia*, 5 mai 1987. La presse a également noté un déclin continu dans la qualité des produits alimentaires (Qui nous gâte l'appétit ?), *Izvestia*, 28 mars 1986.

ports en commun tellement surchargés qu'il lui faut une heure et demie pour faire les quatre kilomètres qui la séparent de son travail, et même dans ces conditions, il faut se battre pour y entrer. "Excusez-moi - conclut-elle - d'écrire ce que je pense. Je ne suis pas capable d'exprimer à la fois tout ce que j'ai sur le coeur. Nous sommes abreuvés d'insultes depuis trop longtemps, tout en nous taisant. La vie a maintenant pris un tournant. Nous voyons des améliorations. Nous voulons croire qu'il y en aura davantage. L'élection des administrateurs, une production d'Etat acceptable - tout cela est correct et nécessaire. Mais je crains que derrière la restructuration de la production, on n'oublie de restructurer la vie quotidienne. Pour être honnête, pour moi, la chose principale c'est ma maison et ma famille, mes enfants. C'est pour eux que je travaille. Croyez-moi, la majorité des femmes pense de même. Et si tout autour de nous on dit : 'Nous restructurons', et qu'il fasse, en même temps, toujours aussi froid dans les appartements, et qu'on ne trouve pas de place dans les transports en commun, et qu'il soit impossible d'acheter quoi que ce soit dans les magasins, alors pour nous, c'est comme s'il n'y avait pas de changements. C'est ça que nous pensons. En un mot, nous ne voulons pas seulement travailler, mais aussi vivre différemment." (14).

Se sentir maître chez soi

Gorbatchev est conscient du problème. L'aspect politique de la *perestroïka* est destiné, en partie, précisément à créer chez les travailleurs l'engagement politique nécessaire au succès de la réforme. Il a expliqué, par exemple, que l'élection des directeurs d'entreprise par les travailleurs est une mesure nécessaire "car le bien-être de l'ouvrier dépendra des capacités des gestionnaires. Les ouvriers doivent donc avoir le moyen réel d'influencer le choix du directeur et de contrôler ses activités." (*Pravda*, 28 janvier 1987).

Et plus généralement :

"Nous avons besoin du maximum de démocratisation du système socialiste afin que chaque individu se sente maître et créateur... Seul quelqu'un qui se sent maître chez lui peut y mettre de l'ordre" (idem).

D'autres réformes politiques importantes incluent de meilleures garanties légales contre les abus de pouvoir de la part des officiels (15), l'introduction d'un vrai scrutin secret (ce qui s'oppose à la pratique actuelle, où le secret est purement symbolique) et le choix parmi plusieurs candidats désignés par la base dans les élections aux Soviets (16). On a même parlé de donner aux Soviets pouvoir sur les comités exécutifs, qu'ils éliront et contrôleront légalement (17).

On a également encouragé les initiatives individuelles et collectives indépen-

dantes dans la vie sociale et économique, y compris l'apparition, dans certaines des villes les plus importantes, de diverses sortes de clubs au profil politique bien défini, tous, bien sûr, se prononçant formellement en faveur de la *perestroïka* (mais dont quelques-uns, en particulier le mouvement *Pamyat* (mémoire), sont en fait chauvins grand-russe et fascistes). Il existe actuellement une discussion à propos de la création d'une organisation nationale de ces clubs qui ont abordé des thèmes aussi variés que la brutalité policière, la protection de l'environnement, la réforme économique, l'assistance aux per-



sonnes âgées, la désignation des candidats pour les élections aux Soviets, les droits des travailleurs, le désarmement.

Le régime fait preuve d'une tolérance nouvelle envers les luttes populaires et leur donne même un certain encouragement. Jusqu'à présent la plupart de ces mouvements ont concerné la protection de l'environnement et des sites historiques et semblent surtout avoir entraîné les intellectuels et la jeunesse étudiante. L'un de ces mouvements a réussi à arrêter un projet visant à détourner vers la mer Caspienne des fleuves sibériens coulant naturellement vers le Nord. Un autre, marqué par des manifestations de masse spontanées, n'a pas réussi à empêcher la destruction, par les autorités de Leningrad, de l'Hôtel d'Angleterre (où le poète Essenine s'est suicidé dans les années 20).

Ces deux mouvements ont été décrits dans la presse centrale comme des luttes dirigées contre l'étroitesse et l'autoritarisme bureaucratiques (18). La protesta-

tion politique la plus significative, jusqu'à maintenant, a cependant été celle des Tatars de Crimée, déportés par Staline après la guerre, et dont la lutte pour le droit au retour semble finalement atteindre un point critique (19).

Mais le plus spectaculaire a été l'explosion du travail journalistique, scientifique et artistique. C'est un secteur de la vie soviétique où les changements ont été radicaux et immédiatement visibles pour le citoyen ordinaire. Pratiquement tous les aspects de la société et de l'histoire soviétique ont été touchés, y compris, par exemple, les privilèges bureaucratiques, les abus de pouvoir, le chauvinisme grand-russe, la discrimination ethnique, l'abus de drogues, la prostitution, l'Afghanistan, la corruption des militaires, la détérioration du système de santé et la falsification des faits médicaux, Staline, Trotsky, les purges. Par contre un problème crucial qui n'a pas beaucoup retenu l'attention pour l'instant, c'est la situation des femmes.

Des changements si timides

Il ne faut pas sous-estimer la signification de ces changements politiques, surtout dans le contexte soviétique, mais la démocratie socialiste reste encore du domaine des promesses, et les mesures pour la faire appliquer sont souvent vagues et ambiguës.

Par exemple, une lettre collective d'un groupe de citoyens de Smolensk, donne l'évaluation suivante des changements proposés et expérimentés lors des élections aux Soviets locaux : ces "changements sont si timides qu'on ne peut espérer d'eux qu'ils résolvent le problème du développement de la démocratie ni écrasent les mécanismes retardataires" (20). De même, le projet de loi sur les entreprises d'Etat reste très obscur sur les véritables pouvoirs de décision des collectifs ouvriers et de leurs conseils élus. Même le droit, clairement établi, d'élire les directeurs est soumis à "ratification par l'organisme supérieur" (*Pravda*, 4 avril 1987). Jusqu'à présent, l'expérience de telles élections s'est très souvent soldée par le "parachutage" de

14) "My khotim zhit inache" (Nous voulons vivre autrement), *Izvestia*, 14 avril 1987.

15) Voir, par exemple, "Proshu zashchity u suda", (Je demande protection à la Cour), *Izvestia*, 9 avril 1987, et "Sila zakona" (La force de la loi), *Moskovskaia pravda*, 17 mai 1987.

16) "Kak nam vybirat?" (Comment choisir ?), *Izvestia* 30 janv. 1987; "Vyboiry po mnogmandatnym okrugam?" (Elections aux districts avec candidatures multiples), *Pravda*, 29 mars 1987.

17) "Demokratia iperestroïka", (Démocratie et perestroïka), *Pravda*, 31 oct. 1986.

18) Voir "Komy urok?" (Une leçon de qui ?), *Izvestia*, 27 mars 1987; "Urok ne vprok" (Une leçon inutile), *ibid.*, 9 avril 1987 et 25 avril 1987; et S. Zalygin, "Povoroturoki odnoi diskussii" (Le tournant-leçons d'une certaine discussion), *Novyi mir*, n°1, 1987, pp.118.

19) *Vesti i SSSR*, Munich, numéro 14, 1987, pp.3-6.

20) "Vybirat no kak?" (Elire, mais comment ?), *Lit'eraturnaia gazeta*, 10 juin 1987, p.1.

candidats d'en-haut. (Bien sûr, même avec les lois déjà en vigueur, les travailleurs ont de larges pouvoirs dans l'entreprise, mais en pratique très peu d'entre eux les connaissent, et encore moins les ont vus appliqués). Le Congrès des syndicats de février 1987, malgré des discours d'une teneur plus franche et plus critique, n'a pas donné l'impression que ces organismes allaient se transformer d'eux-mêmes en organisations de défense des intérêts des travailleurs contre leur direction. Le congrès des Komsomols (Ligue des jeunes communistes), qui s'est tenu un peu plus tôt cette année, ne s'est pas montré plus pressé que le plénum du Comité central de janvier, de prendre le chemin de la démocratisation interne.

un discours de plus ?

Plus important, les aspects politiques de la *perestroïka*, déjà introduits dans la capitale et dont la presse centrale se fait l'écho, ne sont que très inégalement étendus au reste du pays. En dehors de Moscou, l'application des mesures de réforme politique dépend beaucoup des intérêts et des interprétations des autorités locales. Dans beaucoup de régions, le changement est minime dans les media, et on sait que la presse locale a reproduit des articles de la presse centrale en les falsifiant. Pour une grande partie de la population, donc, le côté politique de la *perestroïka*, n'est qu'un discours de plus.

Reste à voir si la démocratisation que Gorbatchev veut ou peut introduire, ira suffisamment loin pour se gagner une classe ouvrière dont le scepticisme est basé sur de longues décennies de despotisme bureaucratique. Selon Ivanov de l'Institut de recherche sociologique, "l'inertie et la passivité" des ouvriers sont des facteurs principaux du retard de la restructuration. Dans une étude portant sur les travailleurs de l'usine d'équipement sanitaire de Moscou, un tiers des personnes interrogées pensent qu'elles "vont attendre que la restructuration soit plus clairement définie, avant de décider d'y adhérer ou pas". Vu les formidables pressions médiatiques et officielles en faveur de la *perestroïka*, on peut penser, à coup sûr, que les travailleurs qui expriment des réserves ne sont que les plus courageux d'un groupe plus large qui pense de même. Dans une autre étude effectuée dans des entreprises du Kazakhstan, 40% des réponses étaient en faveur du maintien de l'ancien système de salaires (21). Dans un proche avenir, du moins, les masses ouvrières vont, dans l'ensemble, rester vraisemblablement méfiantes, voire opposées à la réforme économique, même si cette hostilité est de nature passive et voilée. ■

21) "Realnost nadezhd", Izvestia, 5 mai 1987

SPECIAL URSS

L'alternative

LA REFORME DE GORBATCHEV n'a de base sociale solide ni dans la bureaucratie ni chez les travailleurs. L'intelligentsia est la seule couche sociale qui montre un enthousiasme significatif. C'est elle qui a bénéficié le plus de la libéralisation dans ses activités professionnelles. En outre, sa situation matérielle qui avait décliné après la mort de Staline, relativement à celle des ouvriers, s'améliore, bien que trop lentement pour beaucoup. (1)

David SEPPO

MAIS IL SERAIT ERRONE de surestimer le poids politique indépendant de ce groupe social incapable à lui seul, d'affronter la bureaucratie. De plus, une partie significative de l'intelligentsia a vécu de façon assez confortable sous l'ancien système. Une autre, importante, et malgré ses prises de position clairement critiques, craint un changement trop brutal, qui pourrait, Dieu nous en garde, jeter les masses sur la scène politique.

Nombreux sont les opportunistes

L'historien Stanislaw Tyutyukin, confiait aux *Izvestia* que "dans la science historique, et dans la science en général, les opportunistes restent bien plus nombreux que les champions actifs de la restructuration, bien qu'en paroles, bien sûr, tout le monde soit pour (...) Certains avaient fait un bon travail d'adaptation aux anciennes conditions et ils sont effrayés par l'ouverture (qui pourrait révéler que le roi est nu), par la perspective d'un travail plus intensif, plus exigeant (...) D'autres, et ils sont fort nombreux, attendent des explications et des directives émanant des autorités, car ils ne sont habitués ni à l'action ni à la pensée indépendantes. Un troisième groupe pense que, pour le moment, il vaut mieux 'ne pas se faire remarquer' - ils pourraient se faire avoir. Il y a aussi ceux qui ne se satisfont pas des stimulants matériels comparativement modestes pour les nouvelles conditions de travail et qui

s'offensent (dans certains cas, à juste titre), des résultats du réexamen des qualifications du personnel scientifique entrepris l'année dernière."

Tyutyukin ajoute que dans le domaine historique la restructuration a impliqué une bonne dose de démagogie et quelques règlements de comptes personnels, et que ses effets n'ont pas toujours été bénéfiques (2). Lors de discussions, des artistes ont indiqué que la situation n'est pas très différente dans le domaine de la création artistique.

Une perspective de crise politique

La perspective à moyen terme pour l'Union soviétique est, selon toute probabilité, celle d'une crise politique, ce que Lénine appelait une "crise du sommet", c'est-à-dire au sein des tenants du régime bureaucratique lui-même. Car là, l'opposition à la *perestroïka* est très forte, même si aujourd'hui les réformateurs ont le dessus et que tous les bureaucrates se déclarent en faveur du renouveau, alors qu'en fait beaucoup d'entre eux attendent leur heure ou font du sabotage passif.

La crise sera mûre lorsqu'il sera devenu possible de décrire la *perestroïka* comme un échec. Ce moment viendra, en partie parce que la réforme économique, à en juger par les expériences soviétiques et européennes passées, manquera de cohérence. Bien qu'il soit encore trop tôt pour juger, il apparaît dès maintenant que le vieux "système dirigiste" sera affaibli, mais pas démantelé, et que le nouveau s'y surajoutera. Concluant la discussion publique dans la presse sur le projet de "Loi sur les entreprises d'Etat", la *Pravda* reconnaissait qu'elle ne fait "qu'ouvrir timidement l'horizon du lendemain; qu'elle montre obscurément le chemin de la création de méthodes de gestion réellement efficaces. Beaucoup de nos lecteurs ont noté à juste titre que les différents auteurs du projet avaient parfois des vues contradictoires : certains s'avancent hardiment, tandis que d'autres essaient de se raccrocher à ce qui est ancien et familier, même si c'est dépassé" (3).

L'expérience hongroise est ici pertinente. Le dirigeant actuel de la Commission de planification étatique hongroise parlait à un journaliste soviétique de la nature de la crise dans son pays, quelques années après l'introduction de la réforme :

"Tout d'abord, les événements de Tchécoslovaquie et la campagne idéologique qui a suivi firent craindre à certains d'être accusés de vouloir mener la Hongrie sur le chemin proposé par Ota Sik (...) Ensuite

1) Interview de Zaslavskaja, *Argumenty i fakty*, 2-7 mars 1987, pp.1-2.

2) "Uvazhenie k sobstvennoi istorii" (Respectons notre propre histoire), *Izvestia*, 3 mai 1987.

3) *Izvestia*, 8 fév. 1987

le bond des prix mondiaux nous causa grand dommage. Les opposants à la réforme exploitèrent cette situation défavorable et relevèrent la tête (...) C'est un problème humain - quand les gens perdent le pouvoir (surtout) ceux des ministères de branche et des organes du parti, ils réagissent ainsi (...) Les partisans de la réforme firent aussi des erreurs (...). Ils pensaient que les anciens organismes allaient, d'eux-mêmes, changer de fonctionnement. Ceux qui s'opposaient à la réforme, ou étaient incapables de la comprendre, furent laissés en place. Alors quand les attaques démagogiques commencèrent à minimiser les succès de la réforme et à en grossir les effets négatifs, les démagogues ne rencontrèrent pas grande opposition (...) Aucun des deux côtés ne pouvait vaincre et une sorte d'équilibre s'installa qui déboucha sur des années de stagnation" (4).

Il est intéressant de rappeler, en comparant la Hongrie et l'Union soviétique, que la bureaucratie soviétique est au centre de l'empire. Mais, contrairement à la bureaucratie hongroise qui a subi une défaite écrasante lors de la révolution de 1956, son homologue soviétique n'a pas connu de telles défaites (du moins pas depuis les purges) et elle est bien plus ancienne. Son potentiel d'opposition à la réforme en est d'autant plus important.

Le précédent tchécoslovaque

Cependant, dans l'immédiat, il est pratiquement impossible de mener à bien une profonde réforme de structure et d'atteindre, en même temps, des objectifs de production élevés. C'est pourtant ce qu'à promis Gorbatchev (5). Son échec donnera de précieuses munitions aux opposants à la réforme.

L'issue de cette crise, et celle de toute la période de réforme, dépendra, en dernière analyse de la classe ouvrière. Si Gorbatchev introduit un changement significatif, irréversible dans le pays, il devra conclure une alliance véritable, sincère avec les travailleurs. Cela signifierait l'établissement du contrôle populaire sur l'économie, et une démocratisation de fond. Ce n'est que dans ce cas qu'il pourra espérer acquérir une base politique suffisamment puissante et loyale pour s'opposer aux forces de stagnation et de réaction. Ce fut l'expérience de la Tchécoslovaquie en 1968. La classe ouvrière, méfiante et passive au départ, était devenue le défenseur le plus actif et loyal du renouveau, une fois la réforme révisée afin de lui donner un réel pouvoir (6). De fait, la classe ouvrière se montra un allié plus loyal envers le renouveau que les tenants du régime eux-mêmes, qui s'aplatirent rapidement devant les Soviétiques, après l'invasion (7). D'un autre côté, si Gorbatchev refuse cette alliance, le plus vrai-



semblable est qu'il devra abandonner ses réformes ou se démettre.

Dans le cas où cela se produirait, on peut quand même s'attendre à une réaction ouvrière contre un régime bureaucratique rétrograde qui, comme toujours, essaiera de faire payer aux travailleurs le prix de sa gestion criminelle. Même si les travailleurs soviétiques parlent parfois de l'ère Brejnev comme d'un "âge d'or" (car il était alors aisé de trouver un langage commun avec l'encadrement) ils n'ont jamais pu s'habituer au gaspillage, à l'anarchie et à l'incroyable irrationalité auxquels ils ont à faire face, quotidiennement, dans les usines ce qui les démoralise et les épuise. Cette situation sera d'ailleurs d'autant plus insupportable qu'elle fait à l'heure actuelle l'objet d'une dénonciation publique par le régime lui-même qui a promis des "réformes révolutionnaires" pour remettre les choses en place.

De profondes modifications sociologiques

Mais faut-il vraiment s'attendre à la mobilisation d'une classe ouvrière dont l'apathie, surtout en comparaison des travailleurs d'Europe occidentale, date de la fin de la guerre civile ? Un grand nombre de facteurs sont à considérer.

L'un d'entre eux est la stabilisation sociologique de la classe ouvrière soviétique au cours des années 60 et 70 (8). Les jeunes ouvriers d'aujourd'hui sont nés en ville et pas à la campagne, et sont eux-mêmes enfants d'ouvriers. Ils sont profondément enracinés dans le milieu social et culturel de la classe ouvrière urbaine. Ils ont été davantage éduqués que leurs aînés

et n'ont connu ni la terreur, ni la guerre, ni les dures privations qui ont été le lot des générations précédentes.

La réforme de Gorbatchev, de plus, vise à éliminer le socle de collusion entre travailleurs et encadrement qui a une influence très corruptrice sur la conscience de la classe ouvrière. (Dans ce cadre, il faut aussi mentionner le succès relatif de la campagne contre la consommation d'alcool, autre influence corruptrice). Il y a déjà certains signes de l'émergence d'une plus grande définition et séparation de classe. Selon Ivanov de l'Institut de recherche sociologique :

"On ne peut fermer les yeux sur la contradiction qui apparaît entre l'encadrement et les exécutants. Ce problème devient de plus en plus clair à chaque étude que nous effectuons. La division rigide entre "nous" et "eux" a eu des conséquences sérieuses... Il est intéressant de constater que beaucoup des administrateurs que nous avons interrogés dans les entreprises du district de Sébastopol à Moscou se plaignent de l'indolence et du manque d'initiative des ouvriers; tandis qu'à la base, les travailleurs parlent des discours oiseux, de l'indifférence et de l'attentisme des administrateurs vis-à-vis de la restructuration (9)."

"Eux" et "nous"

Une émigrée soviétique qui est récemment revenue d'un voyage en Union soviétique a la même impression :

"Autre chose qui n'existait pas auparavant, du moins à ce qu'il me semble : une division claire et totale entre "eux" et "nous". Bien sûr, elle existait auparavant, mais pas sous une forme aussi absolue, atteignant la haine impuissante (10)."

L'espace créé par "la crise au sommet" (qui menace d'être plus sévère que tout ce qui s'est passé depuis les années 20) favorisera également la mobilisation. Même l'ouverture actuelle, limitée, a permis l'émergence d'une nouvelle couche de militants pour la démocratie (en partie dans le mouvement des clubs) composée en majorité, pour l'instant, d'éléments socialement marginaux, y compris quelques anciens dissidents. Contrairement aux dissidents de l'ère Brejnev, ces gens-là non seulement n'ont pas peur des "masses" mais recherchent activement à nouer des liens avec

4) L.G. Pavel-Volin "Chem privilekatelen i ot chego predosteregaet vengerskii opyt" (Ce qui est intéressant dans l'expérience hongroise et contre quoi peut-elle nous mettre en garde ?), *Literaturnaia gazeta*, 10 juin 1987.

5) Crosier, "Le New Deal...", p.6.

6) The Czechoslovak Reform Movement, Cambridge : Cambridge University Press, 1971, pp.280-3; et J. Rupnik, "La classe ouvrière en Tchécoslovaquie, Notes et études documentaires, n° 451/12 pp.180-1.

7) Voir à ce sujet, l'interview de Petr Uhl dans *Inprecor* numéro 247 du 23 juillet 1987.

8) Voir Mandel, "La crise" pp.297-303.

9) "Realnost nadezhd", *Izvestia*, 5 mai 1987.

10) A. Sytcheva in *Russkaia mysl*, n°3645, oct. 1986.

elles. Si les travailleurs avaient rejeté les dissidents ce n'était pas parce qu'ils ne comprenaient, ou ne sympathisaient pas avec leurs critiques du régime bureaucratique. C'est plutôt qu'ils se sentaient repoussés par leur attitude souvent condescendante et pleine de dédain envers les gens du peuple et parce qu'ils avaient choisi les media occidentaux comme interlocuteurs, ce qui était ressenti comme "laver notre linge sale en public" et donc anti-patriotique (11).

A l'occasion d'une crise politique au sommet il existera donc pour la première fois une couche de militants expérimentés, liés à la classe ouvrière et donc capables de l'aider à s'organiser et à clarifier ses objectifs. Ces derniers ne peuvent être que le contrôle populaire sur l'économie, la démocratie socialiste. Toutes les mobilisations ouvrières des prétendus pays socialistes ont, jusqu'à présent, spontanément adopté de tels objectifs.

Socialisme possible contre socialisme réel

Gorbatchev concluait en ces termes son rapport devant le plénum de janvier :

"Nous voulons faire de notre pays une société hautement développée, possédant l'économie la plus avancée, et la démocratie la plus large; la société la plus humaine et la plus morale, où celui qui travaille se sente maître de son destin, où il sera capable de profiter de tous les avantages matériels et moraux, où l'avenir de ses enfants sera assuré, où il pourra disposer de tout ce qui est nécessaire à une vie riche et complète... Même les sceptiques seront alors obligés de reconnaître : oui, le socialisme est un système qui sert le bien-être des gens, leurs intérêts sociaux et économiques, leur développement spirituel (Pravda, 28 janvier 1987).

Cette vision contraste profondément avec le discours brejnévien, qui qualifiait l'Union soviétique de "socialisme réellement existant", prévenant ainsi les gens de ne pas s'attendre à des changements qualitatifs, puisque la réalité existante représentait le seul socialisme possible. Mais des changements qualitatifs et permanents ne sont concevables en Union soviétique que par la mobilisation indépendante de la société et d'abord et avant tout de la classe ouvrière. ■

11) Voir Mandel; "La crise" p.301 et B. Gidwitz, "Labour unrest in the Soviet Union", *Problems of Communism*, vol.31, nov-déc. 1982, pp.37-8. Yuri Orlov, le physicien soviétique, militant des droits de l'Homme, récemment autorisé à émigrer, a dit dans une interview en octobre 1986 que pour les "dissidents" l'étape défense des droits de l'Homme était plus ou moins terminée. "La prochaine étape sera l'activité au sein de la classe ouvrière, avec les gens ordinaires." Il a fait référence à une démarche analogue à celle du mouvement populiste du 19e siècle "vers le peuple". *Russkaia mysl*, Paris 31 oct. 1986. Voir également l'interview de A. Severoukhine, *Inprecor*, numéro 240, Paris, 13 avril 1987.

SPECIAL URSS

Glasnost dans l'Histoire ? Débat sur les réhabilitations

LE 16 JUILLET 1987, la Cour suprême d'URSS a réhabilité pénalement le grand économiste russe Nicolas Kondratiev et ses co-accusés du procès de 1930 où ils furent condamnés à de longues années de détention. Avec son goût pour l'humour macabre, Staline avait intitulé ce procès celui du "parti de l'industrie". En réalité, il s'agissait d'un procès avant tout d'agronomes travaillant à l'Institut d'économie rurale de Moscou, ainsi que de quelques collaborateurs de l'Institut de conjoncture internationale, le premier dirigé par Alexandre Chayanov, le second par Kondratiev.

Ernest MANDEL

C'ÉTAIENT deux personnalités intellectuelles importantes de la Russie d'après la révolution d'Octobre, tous les deux non-communistes et non-marxistes, dont l'activité, tout-à-fait légale, témoigne du degré élevé de liberté intellectuelle qui régnait en URSS avant la consolidation de la dictature stalinienne. Kondratiev, quelquefois présenté à tort comme l'inventeur de la théorie des ondes longues de la conjoncture (1), en a certes formulé la version académique sophistiquée. Il a créé un des premiers instituts d'étude systématique de la conjoncture économique internationale dont le prestige fut considérable. Sa théorie continue à faire autorité dans les milieux académiques, bien qu'elle ait été soumise à une critique serrée de la part des marxistes soviétiques, à commencer par Léon Trotsky.

Alexandre Chayanov fut l'un des principaux théoriciens de "l'agriculture paysanne non-marchande", d'inspiration populiste, en Russie. Beaucoup moins connu internationalement que Kondratiev, il est surtout l'auteur d'un article célèbre sur "La théorie des systèmes économiques non-capitalistes", publié en 1924, et d'une curieuse "utopie paysanne" (*Voyage de mon frère Alexis au pays de l'utopie paysanne*). Il fut un militant en vue du mouvement coopératif soviétique après la révolution d'Octobre.

Le véritable grief de la fraction stalinienne contre les accusés du procès de 1930, c'est l'appui qu'ils accordèrent à Boukharine et Rykov contre la politique de collectivisation forcée de l'agriculture et d'industrialisation précipitée dans laquelle Staline s'était engagé à partir de 1928-1929. Il faut souligner que Kondratiev et Chayanov, qui ne furent point membres du Parti communiste, gardaient leurs distances par rapport à l'opposition de droite, se contentant d'avancer des faits, des statistiques, des analyses et des prévisions, sur lesquels Boukharine pouvait en partie appuyer son argumentation.

Boukharine, "l'enfant chéri du parti"

De nombreux observateurs ont vu dans la réhabilitation pénale de Kondratiev la confirmation que Boukharine sera, lui aussi, bientôt officiellement réhabilité. La veuve et le fils de Boukharine, Youri Larin, avaient entamé une procédure officielle de réhabilitation dès l'époque de Khrouchtchev. Après une longue et pénible procédure, la commission de contrôle du parti avait rejeté cette réhabilitation à l'été 1977.

A présent, les allusions positives à la personne, voire à l'orientation politique de Boukharine, se multiplient dans la presse soviétique, de même d'ailleurs que dans quelques publications chinoises. La *Literaturnaia gazeta* du 22 juillet 1987 publiait le texte d'une pièce en un acte qui met en scène deux personnages, l'un débattant en faveur de la collectivisation forcée, l'autre défendant les thèses gradualistes de Boukharine. Pour la première fois, Boukharine n'est plus seulement représenté comme un homme gentil et sympathique, bien qu'adversaire de Lénine, mais comme quelqu'un qui défend une ligne juste. Or, l'auteur de la pièce est Fédor Bourlatsky, l'un des principaux porte-parole intellectuels et médiatiques de Gorbatchev.

Vu la réhabilitation de Kondratiev, de Chayanov et de leurs associés, le refus d'une réhabilitation pénale de Boukharine placeraient les autorités judiciaires d'URSS dans une situation délicate. Après tout,

1) Les véritables "inventeurs" de la théorie des ondes longues de la conjoncture économique capitaliste sont deux théoriciens marxistes d'avant 1914, le russe Parvus-Helphand et le hollandais Fedder van Gelderen.

Kondratiev fut un ancien ministre de Kérensky, Boukharine un ancien dirigeant de la révolution d'Octobre, membre du Bureau politique du parti bolchevik, appelé par Lénine dans son testament, "l'enfant chéri du parti". Peut-on réhabiliter le premier et refuser de réhabiliter le second, alors qu'apparemment les mêmes idées sont en cause ?

Ce qui rend la réhabilitation de Boukharine assez vraisemblable, c'est que celle de Kondratiev et de ses compagnons d'infortune (2) n'est point un fait isolé. Dès 1985, un des principaux accusés du troisième procès de Moscou, l'ancien commissaire du peuple aux Finances, ancien ambassadeur soviétique à Berlin, Nicolas Krestinsky, a également été réhabilité, avec cinq de ses co-accusés (3). Il est vrai que, contrairement à la réhabilitation du maréchal Toukhatchevsky et des autres dirigeants de l'Armée rouge, fusillés en 1937, la réhabilitation de Krestinsky s'est effectuée de manière fort discrète. Alors que les chefs militaires s'empressèrent de faire paraître les portraits de leurs anciens camarades assassinés par Staline dans les livres de souvenirs qu'ils publièrent (4), ainsi que dans des manuels d'histoire, le nom de Krestinsky reste à peine mentionné en URSS.

Néanmoins, vu l'esprit de suite qui caractérise les préposés à l'histoire "officielle" du PCUS, la réhabilitation de Boukharine pourrait bien s'esquisser au bout du processus qui a commencé avec celle de Krestinsky - même si le délai reste imprécis.

Trotsky : la cause est loin d'être entendue

Après Boukharine, Trotsky ? Alexandre Adler l'affirme un peu rapidement (*Libération*, 10 septembre 1987). Pour le moment, les seuls indices précis sont les références publiques moins hostiles concernant le rôle historique de Trotsky, qui commencent à apparaître dans la presse et dans quelques pièces de théâtre et récits littéraires. Un des amis politiques les plus proches du fondateur de l'Armée rouge, le vieux bolchévique et héros de la guerre civile Mouralov, condamné au deuxième procès de Moscou, a d'ailleurs également été réhabilité par la Cour suprême.

Mais de là ne découle pas que la réhabilitation pénale de Léon Trotsky soit d'ores et déjà acquise. Les indices en sens inverse ne font pas défaut. A la foire du Livre de Moscou, qui s'est ouverte la deuxième quinzaine de septembre 1987, le livre d'Orwell, *La ferme des animaux*, célèbre satire allégorique axée sur le conflit Staline-Trotsky, a été saisi et interdit. Il en fut de même de la biographie de Staline par Isaac Deutscher, malgré les protestations des éditeurs (*The Times*, 12 septembre 1987) et le chef du KGB, membre

du Bureau politique du PCUS, Victor Chebrikov, a prononcé le 10 septembre un discours commémorant le 110e anniversaire de la naissance de Dzerzjinsky, le fondateur de la Tcheka (police politique, fondé en 1917), discours qui comporte une référence très hostile à Trotsky (*The Independent*, 12 septembre 1987).

Le moins qu'on puisse dire c'est que la cause n'est pas entendue. Les dirigeants du PCUS soufflent-ils à dessein le chaud et le froid ? Sont-ils divisés entre eux sur cette question ? Quelle que soit la réponse qu'on donne à cette question, l'utilité et la nécessité d'une pression du mouvement ouvrier international, en faveur de la réhabilitation de tous les accusés des procès de Moscou apparaît clairement.

Pour saisir la portée d'une réhabilita-



tion juridico-pénale de ces accusés - de tous les accusés et non seulement des principaux dirigeants bolcheviks assassinés à la suite de ces infâmes simulacres, il faut distinguer trois aspects de la répression stalinienne à l'égard des vieux bolchéviques :

- la falsification historique la plus grossière, qui consiste à taire complètement leur rôle dans la Révolution russe, et même dans le mouvement ouvrier russe avant la Révolution, dans la construction et la direction de l'Etat soviétique et du PCUS entre 1917 et 1928, ou à les mentionner seulement sous des appellations diffamatoires : espions impérialistes, agents de la gestapo, traîtres, contre-révolutionnaires, assassins, terroristes, sa-

boteurs, etc. Ceci a été la règle depuis 1934-1938.

- la falsification historique plus subtile qui consiste à déformer certains aspects de leur activité et certaines des idées qu'ils défendaient, taisant une partie de leur activité réelle et leur attribuant des conceptions qu'ils n'ont jamais défendues. C'est ainsi que la fraction stalinienne lutta contre les diverses oppositions entre 1923 et 1928, glissant progressivement entre 1929 et 1934 aux calomnies ignobles du premier type (5).

- la condamnation formelle par un verdict judiciaire, pour des crimes qu'ils n'avaient jamais commis, et l'exécution par suite de ces condamnations, sauf dans les cas de Radek, de Rakovsky et de quelques autres qui furent condamnés à de longues peines de prison et moururent dans les camps, soit par suite des privations, soit par assassinat : on ne saura sans doute jamais la vérité. Cette condamnation entraînant la "mort civique" implique notamment que les écrits de tous ces leaders et cadres communistes restent interdits jusqu'à ce jour en URSS.

Supprimer les falsifications historiques les plus grossières

Pour s'en sortir à moindres frais, la bureaucratie peut fort bien se contenter de rectifier une partie seulement des séquelles des crimes de Staline, à l'occasion, par exemple, du 70e anniversaire de la révolution d'Octobre. Elle peut supprimer les falsifications historiques les plus grossières et infamantes, comme l'a fait la nouvelle édition de la *Bolchaïa Entsiklopedia* soviétique, sans rétablir pour autant la vérité historique sur les victimes des procès ni permettre la réédition et la libre circulation de leurs écrits.

Une réhabilitation totale, sans exclusives et publique de tous les accusés des procès de Moscou implique nécessairement que l'Etat reconnaisse, devant les masses soviétiques, que Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rykov, Rakovsky, Pia-

2) Par la même occasion l'Académie d'agronomie de Moscou fut supprimée et ses principaux membres (maîtres-à-penser de Chayanov) arrêtés.

3) Krestinsky se distingua au début de son procès en étant le seul accusé à plaider non-coupable et à rejeter en bloc toutes les accusations du procureur Vichinsky. Il alla jusqu'à affirmer que les aveux qu'il avait faits durant l'instruction lui avaient été arrachés par la force (*Prozessbericht*, version allemande du compte-rendu sténographique, pp. 56-59). Lors d'une séance ultérieure du procès, il réitéra cependant ses aveux, sous l'effet d'horribles tortures (d'après des informations dignes de foi).

4) Voir notamment les souvenirs du chef de l'état-major de l'armée soviétique, le maréchal A. Vassilevski, *La cause de toute une vie* (Moscou, Ed. du progrès 1984 - l'édition en russe date de 1975), qui comporte après la page 80, une photo de groupe intitulée "Les premiers maréchaux de l'Union soviétique", montrant M. Toukhatchevski, C. Vorochilov, A. Legorov, S. Boudienny et V. Blücher en 1935.

5) Trotsky a relevé un grand nombre de ces falsifications historiques plus subtiles dans son livre *La révolution défigurée*.

Les procès de Moscou

Le premier procès. Appelé le procès "des Seize", il s'ouvre le 19 août 1936, les principaux accusés sont des représentants de la vieille garde bolchévique comme Zinoviev, Kamenev, Evdokimov et Bakaïev, des personnalités connues comme Pickel et Reingold, militants de l'opposition de gauche comme Smirnov et Mratchovski, officier de l'armée de l'air comme Dreitsen. Ter Vaganian, écrivain et journaliste et Goltsmann, un haut fonctionnaire, font également partie du lot. Ils sont accusés d'avoir participé à un "centre" chargé de préparer et d'exécuter des attentats terroristes contre les dirigeants du parti et du pays. Le procureur Vychinsky déclare qu'il faut "fusiller ces chiens enragés", ces "clowns, ces pygmées", ces "aventuriers".

Bien qu'absent, Trotsky est le principal accusé, "l'âme et l'organisateur du bloc terroriste" selon les "aveux" d'un des accusés. Le 25 du mois les seize condamnés sont exécutés.

Le deuxième procès : Il se déroulera du 23 au 30 janvier 1937 devant le même tribunal. Il y a cette fois 18 accusés choisis selon la méthode de l'amalgame : Piatakov, Radek, Serebriakov, Sokolnikov, Drobnis, Mouralov, etc.

Le schéma général du procès ne diffère guère du précédent, ils sont accusés d'avoir reconstruit le "centre trotskyste-zinoviéviste". Les accusations les plus absurdes pleuvent allant de l'"empoisonnement collectif", au sabotage économique. Seuls comparaissent ceux qui ont "avoué".

Vychinsky entreprend bien sûr de démontrer que c'est Trotsky qui tire les ficelles.

Le verdict est de 15 condamnations à mort, mais Piatakov, Radek, Sokolnikov sont condamnés à la réclusion.

Le troisième procès : du 2 au 13 mars 1938 s'ouvre le procès de 21 accusés. Y comparaissent Boukharine, Rykov, Rakovsky, Krestinsky, Iagoda, ancien chef de la police, des ex-commissaires du peuple comme Grinko et Tchemov, d'anciens membres du CC, des fonctionnaires et trois médecins, plus une poignée d'individus louches et d'indicateurs, pour faire bonne mesure. Ils sont accusés de s'être rassemblés en un "bloc des droitiers et des trotskystes", et d'avoir, au profit de puissances ennemies, conclu un accord, par l'entremise de Trotsky, en vue du renversement du pouvoir soviétique et du démembrement de l'URSS. Il y aura 19 exécutions.

L'exécution des généraux : le 11 juin 1937, un communiqué annonce l'arrestation et le jugement, le jour même, d'un groupe de généraux comprenant Toukhatchevsky, Iakir, Ouborevitch, Feldman et d'autres officiers de l'Armée rouge, dont certains déjà arrêtés depuis 1936. Il n'est pas établi qu'un jugement véritable ait eu lieu. Les exécutions de généraux décapitent l'Armée rouge, à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

takov, Krestinsky, Radek, Smirnov et autres dirigeants du parti à l'époque de Lénine et immédiatement après la mort de Lénine, non seulement ne furent ni traîtres, ni contre-révolutionnaires, ni agents impérialistes, ni fascistes, ni assassins, ni terroristes. Qu'il reconnaisse encore qu'ils furent les principaux leaders de l'Etat et du Parti, membres du Bureau politique, en fait les seuls mentionnés, avec Staline, dans le testament de Lénine, qu'ils furent des révolutionnaires et des communistes convaincus et honnêtes et qu'à ce titre, leurs idées méritent d'être étudiées, leurs écrits méritent d'être reproduits. Si la critique doit en être faite, elle doit l'être de manière objective, fondée sur ce que ces écrits contiennent réellement, et non sur des "intentions" ou un "double sens" attribués mensongèrement la plupart du temps. Ces écrits ne doivent plus rester sous le boisseau, même leur reproduction partielle et sélective devient inadmissible. Aucun débat, aucune référence à ce qui s'est passé en URSS de 1917 à l'assassinat des vieux bolchéviques, voire jusqu'à aujourd'hui ne seront plus possible sans en tenir enfin compte !

Le "bloc des trotskystes et des droitiers"

La question de la réhabilitation pénale/légale des accusés des procès de Moscou, le rétablissement de leurs droits civiques et politiques, comme ceux de leurs compagnes, et de leurs descendants, ne doit pas être confondue avec l'approbation politique accordée à tout ou partie des opinions qu'ils professaient en s'opposant à la "ligne générale" de la majorité du CC du PCUS, la fraction stalinienne.

Tout d'abord, ces accusés défendirent

des idées fort différentes. Contrairement à la version policière stalinienne, il n'y a jamais eu de "bloc des trotskystes et des droitiers", dans le PCUS, ni avant ni après l'exclusion des oppositionnels. Zinoviev et Kamenev, par exemple, n'ont jamais été trotskystes ; tout au plus se sont-ils associés, publiquement et ouvertement - et non pas dans une quelconque conspiration - à l'Opposition de gauche dans les années 1926-27, ainsi d'ailleurs que la veuve de Lénine, Natalia Kroupskaïa.

Il convient de classer politiquement les accusés des procès de Moscou en cinq catégories différentes, au moins : les "trotskystes" à proprement parler (bien que ce terme en lui-même prête déjà à confusion. Mieux vaudrait dire les adhérents des idées de l'Opposition de gauche) ; les zinoviévistes ; les partisans de l'opposition de droite dite boukharinienne ; d'authentiques staliniens des années 1923-1929, qui rompirent avec Staline sur des points politiques au début des années 30 (6) ; et quelques personnalités sans convictions politiques très précises. Il est donc impossible d'affirmer que leurs opinions politiques étaient toutes justes, car elles s'excluent partiellement les unes les autres.

Ensuite, l'enjeu d'une réhabilitation des victimes de Staline ne peut être l'acceptation (ou le rejet) de leurs opinions politiques car ce faisant, on se placerait sur le même terrain que Staline, en acceptant la base "idéologique" des procès et de la répression terroriste. Il faut réaffirmer le droit à l'erreur politique, sans lequel aucune démocratie, voire aucun débat sincère, ne est possible. Si le fait d'exprimer une idée qui pourra se révéler erronée se voit plus ou moins automatiquement taxé de comportement criminel et

aboutit à la répression, la déportation ou la mort, plus personne n'osera exprimer des idées différentes de celles du secrétaire-général. Et comme l'histoire a abondamment prouvé qu'aucun Comité central, aucun Secrétaire général ne sont infaillibles, ce mutisme engendre l'impuissance à corriger les erreurs - y compris des erreurs catastrophiques - pendant de longues périodes.

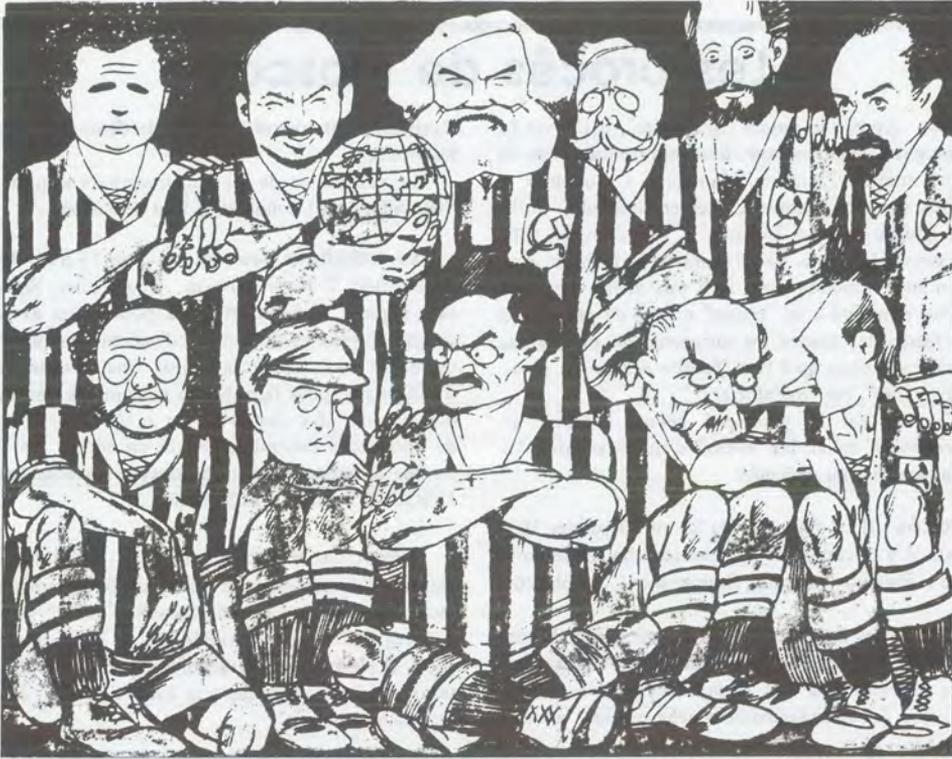
Le verdict politique appartient à l'histoire

Nous restons convaincus que sur l'essentiel, Trotsky, et l'Opposition de gauche avaient vu juste dans les grandes controverses qui déchirèrent le PCUS entre 1923 et 1933. Mais nous ne demanderons jamais qu'une résolution du CC du PCUS, et encore moins un verdict du Tribunal suprême d'URSS l'affirment solennellement. Ce verdict appartient à l'histoire. Il appartient aux ouvriers et aux intellectuels révolutionnaires d'aujourd'hui et de demain. Aucune "instance" ne peut se substituer à l'Histoire. Mais les instances peuvent et doivent se prononcer sur le caractère fondé ou calomnieux des actes criminels attribués aux inculpés des procès de Moscou. Elles doivent admettre l'évidence : ces accusations sont dénuées de tout fondement.

La question de la réhabilitation des victimes des procès de Moscou fait l'objet en URSS même d'une bataille politique ouverte et virulente. Seul ce qui s'est passé au sein de l'appareil reste sous le couvert du secret, malgré la *glasnot* réelle mais encore fort insuffisante. C'est que la réhabilitation pénale des accusés des procès de

6) Khrouchev ne mentionna nommément dans son "rapport secret" au XXe congrès du PCUS que les membres de la fraction stalinienne victimes des purges.

Moscou implique simultanément un jugement sur Staline, sur le stalinisme, sur les principaux tournants de la "ligne générale" entre 1923 et 1938, voire 1953, sur l'ampleur des "erreurs" de l'époque stalinienne et de leurs séquelles, leur explication matérialiste et non simplement psychologique, idéologique ou purement politique. Elle implique de même un jugement sur les limites de la "déstalinisation" sous Khroutchev, c'est-à-dire un réexamen critique de toute l'histoire de l'URSS, du PCUS et du



La revue *Poivre rouge* publiée en 1918 à Moscou ce dessin de l'équipe de l'Etat ouvrier : Au premier rang, Radek, Sosnovsky, Trotsky, Riazanov et Boukharine. Au second rang, Zinoviev, Lénine, Marx, Kamenev, Lozovsky et Chicherine.

"mouvement communiste international" pendant plus d'un demi-siècle. Ses implications par rapport aux réformes de Gorbatchev sont non moins évidentes. Que des fractions de l'appareil n'acceptent pas un tel réexamen de gaité de coeur, cela tombe sous le sens. Il est vrai que nombre de ceux qui ont trempé personnellement dans les grandes purges ont disparu.

L'opposition d'une couche de la bureaucratie

De ce fait la peur de "représailles" et de suites pénales éventuelles d'une réhabilitation des victimes de Staline a diminué. Il n'en reste pas moins que toute une couche de la bureaucratie, la plus âgée, a été sinon complice, du moins témoin passif et tolérant de ces crimes, et surtout témoin des efforts frénétiques pour limiter la déstalinisation entre 1953 et 1963, et pour la corriger après 1965.

Les manoeuvres de cette fraction de la *Nomenklatura*, composée sans doute aussi d'éléments plus jeunes qui y participent pour des raisons de convenance et de jugement politique, vont très loin, comme en témoigne le fait suivant :

"Les archives judiciaires soviétiques des années 30, 40 et 50 sont actuellement détruites au rythme de 5 000 dossiers par mois sous prétexte que l'on 'manque de place' pour les conserver, affirme le bulletin dissident Glasnost, dans sa dernière livraison.

Selon ce bulletin, publié par d'anciens détenus politiques dont M. Sergueï Grigoriants, les documents concernant des millions de Soviétiques, victimes de la terreur stalinienne, sont conservés dans les archives du Collège (Tribunal) militaire de la

Cour suprême d'URSS. Les archives du parquet d'URSS et du ministère de la Justice ont été 'nettoyées' de ce genre de dossiers dans les années 60 et 70. Quant à celles du KGB, pratiquement personne ne sait où elles ont été conservées'.

"Pendant plusieurs années", écrit Glasnost, "deux présidents de la Cour suprême, MM. Gorkine et Smirnov, ont réussi à 'sauver les archives de la destruction'. Mais 'lorsque le ministre de la Justice, Vladimir Terebilov, est devenu président de la Cour suprême, avec comme premier adjoint Sergueï Goussev, le 'déblaiement' des archives a subitement commencé'. Cette opération se poursuivait depuis deux ans. Ces deux responsables ont pris leurs fonctions en avril 1984.

Les archives ont dans un premier temps été brûlées dans la cheminée du palais de la Cour suprême. Mais relève Glasnost, 'cela fait beaucoup de fumée en ville. Maintenant, on les brûle en dehors de Moscou'. " (Le Monde, 23-24 août 1987).

Tentatives de réhabilitation de Staline

A côté des efforts entrepris pour rendre formellement difficile voire impossible la réhabilitation de toutes les victimes des purges, il y a les tentatives acharnées pour "réhabiliter" en partie Staline et le stalinisme (7), pour sous-évaluer systématiquement les séquelles des crimes de Staline, dans le domaine humain, dans le mouvement communiste, et sur les plans économique, social, militaire, idéologique, culturel, et pour mettre l'accent sur le côté "positif" des années 30. Le numéro 2 de la hiérarchie bureaucratique, Ligatchev, est coutumier du fait. Il revient inlassablement

sur ce thème dans presque tous ses discours (voir notamment son discours du 26 août 1987 rapporté dans la *Pravda* du 27 août 1987).

Gorbatchev s'exprime de manière plus prudente à ce propos. Mais Gorbatchev, s'est lui aussi senti obligé d'affirmer à plusieurs reprises, notamment dans sa fameuse interview à l'*Humanité* de février 1986, que "le stalinisme est une notion inventée par les ennemis du communisme et largement exploitée pour noircir l'image de l'Union soviétique et du socialisme dans son ensemble". N'est-ce pas repren-

dre l'essentiel des calomnies contre toutes les tendances oppositionnelles au sein du PCUS de l'époque de Staline, c'est-à-dire le point de départ idéologique des infamies des procès de Moscou ?

Un débat qui débouche en affrontements

Le débat qui avance à pas feutrés dans les sphères suprêmes de l'appareil, se développe de manière plus franche sur la place publique. Ainsi, dans les *Nouvelles de Moscou* (20 août 1987) généralement considérées comme l'organe de l'aile marchande des intellectuels gorbatchéviens, à la pointe de la *glasnost*, on a pu lire récemment un article de l'économiste Boris Bolotine qui justifie la collectivisation forcée de l'agriculture et réclame qu'on réimprime les travaux théoriques de Staline, notamment 'les problèmes économiques du socialisme en URSS'. La *Literatournaïa Gazeta* du 19 août 1987 publie une série de lettres concernant le fameux roman *Les enfants de l'Arbat* d'Anatoly Rybakov, qui dénonce sévèrement la terreur stalinienne. La majorité de ces lettres approuve le romancier, mais le journal publie aussi une série qui accuse le livre d'être "nuisible" et qui réclame même des sanctions contre Rybakov.

Ce débat débouche déjà sur des affrontements publics dramatiques. Le journal autrichien *Profil* rapporte dans son nu-

7) Ces efforts ne se sont pas seulement poursuivis sous Brejnev, mais encore très récemment. Lorsque Gorbatchev s'est cru obligé de citer le nom de Staline lors de son discours de commémoration du 40e anniversaire de la victoire de l'URSS contre l'Allemagne nazie, il fut interrompu par de frénétiques applaudissements surgis du parterre d'appartchiks. Deux fois, il tenta d'arrêter ce flot ; deux fois il échoua.

méro du 13 juillet 1987 deux réunions publiques qui se sont récemment tenues à Moscou. La première, discrètement annoncée par une petite affiche manuscrite collée sur la porte de l'Institut d'histoire et d'archives, attira plusieurs milliers de personnes fin mars 1987. La *leksija* (leçon, conférence) fut prononcée par le professeur Youri Borisov sous le titre "Staline - Politicien et Homme". Ce fut, en gros, une apologie du dictateur, tout en admettant qu'il y a eu des erreurs et des abus.

La grande majorité de l'auditoire réagit de manière indignée. Les questions et protestations fusèrent : Combien y a-t-il eu de victimes ? Combien y a-t-il eu de réhabilités ? Beaucoup d'orateurs mentionnèrent explicitement le fait que leurs pères ont péri dans les camps staliniens, que leurs mères ont été déportées.

Borissov a été, cependant, sérieusement ébranlé lorsqu'il prononça la même conférence le 13 avril 1987 devant des écrivains, à la Maison centrale de la culture. A cette occasion, des intervenants dans la salle le confrontèrent avec des faits précis et terribles. Un historien travaillant aux Archives cita le dossier de l'interrogatoire du grand metteur-en-scène Meyerhold, une des victimes des purges. Meyerhold a été torturé, comme l'a reconnu Rodos, responsable du GPU (police politique qui a succédé à la Tcheka), qui l'a interrogé. On lui a brisé la main gauche, on l'a obligé à boire sa propre urine (rapport paru dans le quotidien de gauche de Berlin, TAZ, du 27 juillet 1987).

En juin 1987, l'organisation des Jeunes communistes *Komsomol* organisa une discussion publique avec Youri Afanassiev, le directeur de l'Institut d'histoire et d'archives, principal promoteur d'une critique vigoureuse de Staline. La salle était bondée. Des centaines de personnes durent rester à l'extérieur. Des questions écrites furent transmises à l'orateur. L'une d'elle était ainsi libellée : "Etes-vous en faveur d'une publication des œuvres de Trotsky ? Afanassiev répond : 'Oui, je suis pour que nos étudiants puissent lire et étudier toute la littérature de l'histoire soviétique, y compris les œuvres de Trotsky'. Derrière moi, un vieux monsieur s'exclame de manière indignée : 'Voilà ce qui nous manque encore ! Immédiatement, d'aucuns se tournent vers lui : 'Avez-vous lu ses œuvres ? Savez-vous ce qu'il a écrit ? - Oui, je sais ce qu'il a écrit', se défend l'homme.

Cette réponse excite davantage les autres intervenants : 'Alors, on voit bien d'où vous venez. Vous avez lu Trotsky et vous êtes tranquillement assis ici. Savez-vous combien de gens ont été envoyés en Sibérie rien que pour ça ?'

Des gens de plus en plus nombreux se mêlent à la discussion, un véritable petit tumulte éclate avant qu'on ne s'adresse de nouveau à la tribune. Des souvenirs re-

montent, d'une violence insoupçonnée, des sentiments surgissent qu'on a dû refouler pendant des décennies. Des visages se lèvent dont l'expression fait peur aux réformateurs.

Un autre épisode de la même réunion indique combien est profondément ressenti le besoin de régler finalement les comptes. Un billet du public demande qu'on cesse enfin de parler de 'culte de la personnalité', d'erreurs ou de déviations. Staline a été



Un échantillon de l'amalgame staliniens des années 30...

coupable de crimes contre l'humanité. Qu'on érige un monument à ses victimes et qu'on le condamne comme criminel. Afanassiev lit le mot à haute voix, de manière pensive. Il appuie la proposition d'ériger un monument, il ne réagit pas à l'autre proposition. Le public éclate en ovation longue et rythmée. Je me retourne et je vois une mer de visages sérieux, résolus, - comme s'ils voulaient dire : 'Nous avons assez attendu. Maintenant, c'est notre tour !' Malgré tout mon scepticisme, je sens à ce moment-là la résolution de ces gens de ne plus se laisser refouler une fois encore, comme ce fut le cas à l'époque de Brejnev" (8). (Profil, 13 juillet 1987).

Un devoir du mouvement ouvrier international

Il est de notre devoir, ainsi que celui de tout le mouvement ouvrier international, d'appuyer de toutes nos forces les jeunes et les hommes courageux qui mènent cette lutte historique pour la vérité et la justice.

Nous disons bien "de tout le mouvement ouvrier international". Car il ne s'agit pas seulement d'un devoir élémentaire de solidarité. Il faut bien se rappeler que les accusés des procès étaient presque tous des militants internationaux : Zinoviev et Boukharine présidents l'un après l'autre de l'Internationale communiste (IC) ; Rakovsky, Trotsky, militants de la IIe Internationale avant d'être dirigeants de la IIIe Inter-

nationale ; Rakovsky, dirigeant du PS de Bulgarie et de Roumanie ; Trotsky auteur du manifeste de Zimmerwald, auteur de l'appel à la conférence constitutive de l'I.C., auteur des manifestes des quatre premiers congrès de l'I.C. ; Radek pendant des années secrétaire de l'I.C. après avoir été un des dirigeants de la social-démocratie polonaise et militant de la social-démocratie allemande ; Piatakov délégué de l'I.C. auprès du PC allemand durant les semaines révolutionnaires de 1923 ; de nombreux autres permanents de l'I.C.

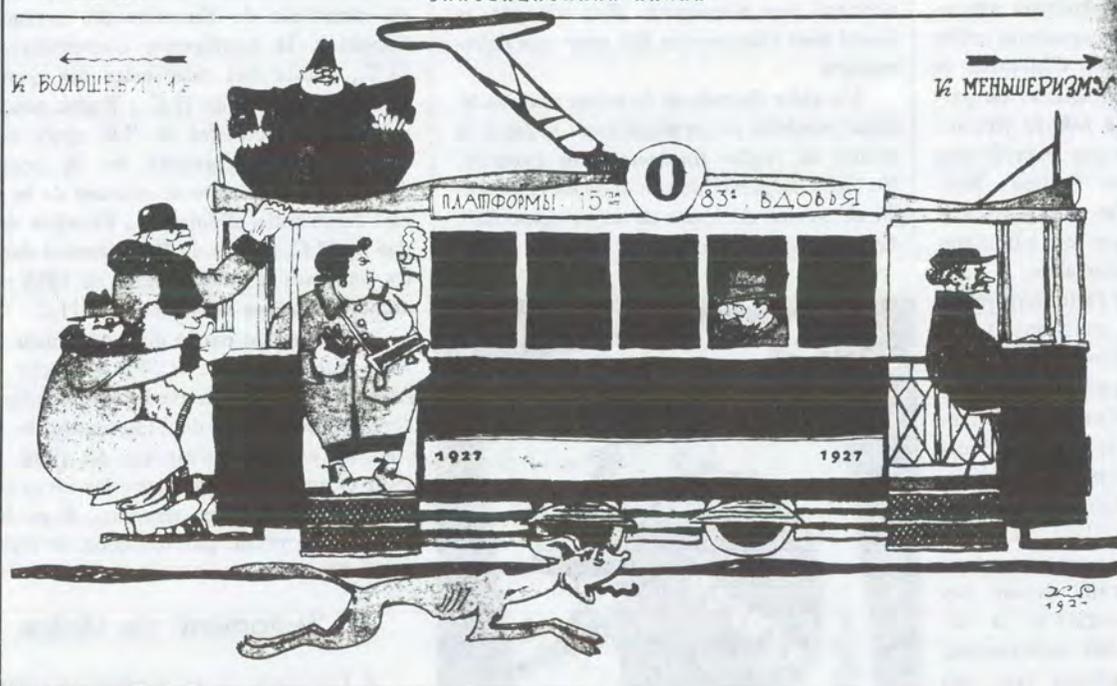
Une grande partie du mouvement ouvrier international a failli à sa tâche - à l'exception honorable de Friedrich Adler à l'époque secrétaire de l'Internationale socialiste, quand il s'est agi en 1936, en 1937 et en 1938 de défendre les vieux bolchéviques contre leurs assassins. Il ne faut pas que ce péché par omission se répète aujourd'hui.

Le "testament" de Lénine

A l'occasion de sa nomination comme recteur de l'Institut d'histoire et d'archives à Moscou, Afanassiev avait lancé en janvier 1987 un appel en faveur d'un réexamen critique des manuels d'histoire du PCUS. De larges extraits de son discours inaugural furent publiés dans l'hebdomadaire *Les Nouvelles de Moscou* du 11 janvier 1987. Il y affirmait notamment : "Prenons ne fût-ce que la manière dont les dernières lettres et les derniers articles de Lénine sont présentés dans certains de nos manuels.

On expose longuement [le contenu de] ses dernières lettres et ses derniers articles, tandis qu'une ou deux pages seulement sont consacrées au plan [au texte] de Lénine proprement dit. Le reste abonde en généralités sur l'époque de transition de l'humanité du capitalisme au socialisme... c'est-à-dire sur des choses que Lénine n'a jamais évoquées à de rares exceptions près... Les appréciations de Lénine dans ses dernières lettres aux dirigeants du CC ont eu moins de chance encore ! Isolées de l'exposition de son plan, elles sont transférées dans le chapitre évoquant le XIIIe congrès du PC (b) de Russie. Elles sont citées de façon unilatérale ; toutes les appréciations positives sur les futurs opposants ont été retirées et seules les caractéristiques négatives demeurent. Il en résulte qu'à la lutte complexe et acharnée des idées et des personnes concrètes, du drame vivant de cette époque, se sont substitués soit des récits dans le genre roman policier, soit un schématisme stérile".

8) Avec son intuition politique exceptionnelle, Trotsky avait terminé son livre *Les crimes de Staline*, par ces paroles prophétiques : "L'histoire ne pardonnera aucune goutte du sang sacrifié au nouveau Moloch de l'arbitraire et des privilèges (...). La révolution ouvrira toutes les armoires secrètes, vérifiera tous les procès, acquittera tous les calomniés, érigea des monuments à la gloire des victimes de l'arbitraire (...).



АНТИСОВЕТСКИЙ ЭЛЕМЕНТ. — Хоть и без билетов, но как-нибудь доседа, — так эта линия по пути.

Dès 1927, les attaques contre l'Opposition : Le tramway, conduit par Trotsky et transportant Zinoviev, Kamenev et les Koulaks, s'éloigne du bolchévisme et se dirige vers le menchévisme. Les bourgeois sont derrière.

Cette prise de position a provoqué une réaction virulente de la part d'historiens qui ne défendent pas seulement leurs écrits, leur bifteck, mais encore leurs commanditaires c'est-à-dire toute une aile de la bureaucratie. Ils sont bien obligés de défendre Staline et le stalinisme dans la foulée, reprenant par là même l'essentiel des calomnies contre les oppositionnels, à commencer par Trotsky.

"Le jeu de l'historiographie bourgeoise"

Les *Nouvelles de Moscou* publièrent quelques extraits de l'abondant courrier qu'elles reçurent à ce propos. Anatoli Borissov, parlant au nom "unanime" (sic) de tous ses collègues de la chaire de l'Institut d'histoire où il travaille, ainsi que des membres du Conseil scientifique et méthodologique de la section de la société "Znanié" (savoir, connaissance) de la région de Moscou écrit :

"L'auteur [Youri Afanassiev] s'attaque à des problèmes pour lesquels il n'est guère compétent. Qu'il le veuille ou non, il fait le jeu de l'historiographie bourgeoise (...)

(...) Les tentatives de nous entraîner dans des discussions sur le passé menacent de nous distraire des tâches de la restructuration posées par le parti au XXVIIe congrès du PCUS et de freiner tout ce qu'il faut décider et faire aujourd'hui" (Les *Nouvelles de Moscou*).

Plus nette encore est la lettre signée par quatre titulaires de chaire d'histoire du PCUS, dont celle de l'Académie des sciences sociales auprès du CC, L. Chirikov :

"Y. Afanassiev ne se réfère qu'aux let-

tres de Lénine "Au congrès"

C'est-à-dire le testament de Lénine] tout en taisant la lutte âpre et durable que Lénine et le parti menèrent avant et après Octobre contre Trotsky et les trotskystes sur la question du caractère des forces motrices et des perspectives de la révolution en Russie, de la victoire du socialisme dans notre pays (...)

(...) après la victoire du fascisme en Allemagne en 1933 (...) Trotsky s'en tenait au renversement par la force du gouvernement soviétique et à l'utilisation, pour ses 'objectifs de chef', d'une possibilité de défaite 'inévitabile' de l'Union soviétique dans la future guerre contre le fascisme. (...)

(...) La ligne du trotskysme revenait à restaurer le capitalisme en URSS" (*Nouvelles de Moscou*, 10 mai 1987).

Ce n'est pas un cas isolé. Un spécialiste de la "lutte contre le trotskysme", Nikolaï Vasetski, a rédigé une brochure intitulée *Le trotskysme contemporain contre la paix et la détente*, imprimée dans de nombreuses langues en 1986 et très largement diffusée par les ambassades d'URSS, y compris à Cuba en langue espagnole. On y lit notamment : "Les trotskystes lièrent à la guerre l'espoir de pouvoir régler leurs comptes avec la direction soviétique (...) Ils espéraient que l'URSS subirait une défaite en cas de guerre. Et pour cela, ils n'économisèrent pas les éloges à l'adresse de l'Allemagne fasciste. Voilà où ils trouvèrent leur véritable allié dans la lutte contre l'URSS. Dans des directives envoyées à ses collaborateurs, Trotsky les appela à établir des contacts directs avec les gouvernements de l'Allemagne fasciste

et du Japon militarisé". (Le tout "prouvé" par une lettre citée par Radek au deuxième procès de Moscou, qui n'est qu'un faux grossier.) (*Novosti*, Moscou 1986, numéro 15).

Dans sa réponse, parue dans le même numéro des *Nouvelles de Moscou*, Afanassiev esquive la question des véritables positions de Trotsky, de leur falsification, des calomnies qui se trouvent à la base des procès de Moscou et des purges massives et monstrueuses, c'est-à-dire le massacre des vieux bolchéviks et de centaines de milliers de communistes.

Toutes les contradictions et tout le dilemme de Gorbatchev se révèlent dans cette abstention. Mais en même temps, il riposte vigoureusement à l'argument : "Contentons-

nous des tâches d'avenir, sans discuter des problèmes du passé". Le titre même de sa réponse proclame vigoureusement le contraire : "Nous parlons du passé, mais il y va de l'avenir du socialisme."

Le dilemme de Gorbatchev

Nouveau titulaire de la chaire d'histoire du PCUS de l'Académie des sciences humaines, Nikolaï Maslov, discute plus concrètement du contenu que devrait avoir le nouveau manuel d'histoire du PCUS pour l'enseignement secondaire et supérieur, pour la rédaction duquel le ministère de l'Enseignement supérieur de l'URSS vient d'ailleurs de lancer un concours. Il cite à ce propos les paroles de Lénine : "Notre force réside dans la vérité". Il donne en exemple une anthologie sur le léninisme parue en 1925, et qui contenait notamment des articles de Martov, de Trotsky, de Boukharine, de Chliapnikov et d'autres révolutionnaires avec lesquels Lénine avait polémique au cours de sa vie. Soit dit en passant, Maslov fait, lui aussi, quelques entorses à la vérité historique, car dans la liste des ouvrages d'histoire du PCR (b) parus après la révolution d'Octobre qu'il énumère il ne mentionne pas l'Histoire de Zinoviev.

Plus péremptoire est la prise de position d'un autre "gorbatchévien" de pointe, l'écrivain Alexandre Nejnyi : Sous le titre "La guérison par la vérité - Notes sur la fonte de la conscience", il écrit notamment :

"Notre éducation morale perd presque toutes ses qualités si on la prive des vita-

mines de la vérité. Les maîtres du silence, les magiciens de la démagogie, les faux gardiens de la morale du peuple existaient et existent encore. C'est dans une grande mesure grâce à leurs efforts que nos meilleurs travailleurs ont été bannis et diffamés en douce, en petit comité, sans publicité (...) ils ont inventé une multitude d'instructions ouvertes et secrètes dont certaines imposaient presque automatiquement le 'veto' sur toute information sur l'état réel de l'environnement ou accordaient aux travailleurs des archives de l'Etat et du parti le droit non seulement de vérifier les notes faites par le chercheur, mais aussi de supprimer celles qui, d'après eux naturellement, étaient inutiles à l'historien ou à l'écrivain (...) (Les Nouvelles de Moscou, 21 juin 1987)

Le tout est résumé dans des formules lapidaires, dont le bon sens saute aux yeux. Staline "a infligé au mouvement révolutionnaire en Russie des défaites plus grandes qu'aucun de nos adversaires", proclame l'écrivain gorbatchévien Mikhaïl Chatrov dans la revue *Ogonyok*. "On ne peut avoir la perestroïka sans une perestroïka de la mémoire", lui fait écho le poète Evtouchenko. Et la *Literatournaïa gazeta* avait donné le ton dès son numéro du 22 octobre 1986 : "Si nous nous tournons vers le passé, c'est pour recevoir des réponses aux questions qui nous torturent".

En effet, les deux questions centrales posées par le courant réformateur de Gorbatchev sont : Comment en est-on arrivé là, après tant d'efforts et tant de sacrifices des masses laborieuses ? Comment pourrait-on s'en sortir, sans voir se reproduire l'immobilisme et la crise d'ici quelques années ?

Or, la réponse à ces deux questions est inextricablement liée à toute l'histoire du PCUS et du pays. Elle renvoie aux problèmes du stalinisme et aux débats des années 20, notamment aux questions des destinées et contradictions de la NEP (9) et de l'évolution mondiale du capitalisme. Elle renvoie inévitablement aussi aux problèmes du "socialisme dans un seul pays", c'est-à-dire aux problèmes du "trotskysme". Cela implique à la fois des questions de contenu - de quoi discuter - et des questions de formes - comment discuter. Tout le problème de la démocratie socialiste et du pouvoir des travailleurs. Voilà ce qui effraye toute la bureaucratie et fait hésiter Gorbatchev. ■

20 septembre 1987

9) NEP : la Nouvelle politique économique est l'organisation économique qui a fait suite au communisme de guerre, introduite en 1921, Staline y a mis fin en 1928 par la collectivisation forcée.

SPECIAL URSS

Monologue d'un historien

YOURI AFANASSIEV est considéré comme l'un des historiens soviétiques les plus en pointe en matière de "Glasnost historique". L'article ci-dessous, réflexion de l'auteur sur la façon dont la société soviétique doit aborder le passé, est paru sous ce titre dans les Nouvelles de Moscou.

Youri AFANASSIEV

JE CROIS QUE NOUS n'avons pas encore compris pourquoi nous qualifions la *perestroïka* de révolution, pourquoi nous en comparons la portée historique avec celle de la révolution d'Octobre, d'où vient cette formule dramatique ressentie profondément par beaucoup : maintenant ou jamais.

"Les causes objectives ne justifient pas tout"

Les Soviétiques avaient entrepris une œuvre extrêmement difficile : ils avaient commencé à édifier le socialisme dans un pays semi-patriarcal et semi-féodal, à l'économie arriérée, sans traditions démocratiques solides, dans un pays pris dans un étai et obligé, en attendant une agression ou en y ripostant, de forcer la cadence à chaque étape de son développement.

Les causes objectives, les facteurs extérieurs et intérieurs extrêmement défavorables ne justifient pas beaucoup de phénomènes que notre pays a dû vivre, mais expliquent les situations qui ont rendu possibles les malheurs et les difficultés auxquels nous nous sommes heurtés et dont une partie nous poursuivent toujours. Bien que possibles, ils n'étaient pas inévitables.

Penser qu'à l'époque tout ce qui avait lieu "correspondait" aux circonstances et n'a cessé "d'y correspondre" que des années après, signifierait mésestimer le caractère alternatif propre à tout processus historique, à toute formation sociale, faire passer nos erreurs et échecs pour une phase "naturelle" du socialisme. Le dogmatisme, comme d'ailleurs toutes les autres déformations extrêmes du développement socialiste n'ont évidemment pas été programmés par Marx et Lénine. Ils en ont constitué une déviation. Si par exemple, il s'agit de l'arbitraire et des crimes,

ce furent là des actes et des crimes commis contre le socialisme même.

Aujourd'hui, nous nous trouvons à un tournant. Le monde entier voit clairement que nous désirons changer, d'où cet intérêt considérable pour l'URSS. Il est mortellement dangereux de faire du sur-place dans un monde qui se transforme impétueusement. Nous voulons ouvrir les yeux non seulement sur ce monde en pleine évolution, mais aussi sur nous-mêmes. Notre ouverture au monde dépend dans une grande mesure de notre capacité à nous connaître nous-mêmes.

Dans ces conditions, au moment où nous sommes attirés par le désir du renouveau, d'être plus purs, nous sentons que quelque chose trouble notre esprit, ne nous permet pas d'être décontractés. Chacun, surtout ceux qui sont plus âgés, sait plus ou moins, devine que ce "quelque chose" est souvent notre passé difficile et complexe, un passé qui attend toujours une analyse impartiale. Il s'agit du passé qui, d'ordinaire, est nommé - sans en exprimer toujours l'essence - l'époque de Staline.

Il ne peut y avoir deux opinions : les méthodes de réalisation de la collectivisation s'opposaient au plan coopératif de Lénine, le renforcement et la "reproduction" de la bureaucratie, les procédés exclusivement administratifs de gestion sont des phénomènes étrangers au socialisme. De même, les répressions de masse, l'apathie et la peur qu'elles inspiraient étaient des violations flagrantes des idéaux du socialisme.

"L'altération des fondements du socialisme"

Les suppositions que tout cela n'a pas altéré la base des fondements du socialisme sont erronées. Cela s'est fait sentir et très fort. Si nous ne le reconnaissons pas, nous ne pénétrons jamais la substance du phénomène de vulgarisation du marxisme dans un pays qui s'assigna pour objectif de mettre en œuvre cette doctrine humaniste, nous ne comprenons pas quelles sont les causes du bas rendement de travail, des files d'attente, de la pénurie et de "l'économie parallèle". Il ne faut pas chercher à se consoler : nous avons déjà traversé des périodes d'illusions consolatrices. Comme nous en avons traversé d'incrédulité, de stagnation, de corruption et de mensonge, et l'aspiration à remettre

à plus tard la déstalinisation, la reconstitution de la vérité au nom de la justice sociale, humaine.

"Notre réalité n'est pas socialiste"

Maintenant, le monde voit : tout en restant fidèles à l'authentique socialisme, nous ne nous contenterons plus d'un socialisme déclaratif que l'on a nommé - comme pour le railler "socialisme réel". Cette formule équivoque opposait la théorie à la pratique, bien qu'elle fut probablement destinée à attester le triomphe de fait du nouveau régime. Si quelque chose n'était pas conforme aux idéaux et à la doctrine de Marx et Lénine, tant pis... (d'ordinaire, on ne le disait pas), la vie apporte des corrections aux rêves.

Le sens des récentes décisions du parti se ramène au fait que toute notre réalité n'est pas socialiste, en revanche, les potentialités du socialisme sont réelles. Elles n'ont pas été épuisées par le développement précédent, au contraire plutôt : elles ont été réalisées à un petit degré. Le niveau économique et l'expérience sociale éprouvée par notre parti, permettent d'obtenir qu'il y ait davantage de socialisme, pour reprendre l'expression de Mikhaïl Gorbatchev, que le socialisme même soit humaniste sur tous les plans.

Nous voulons rendre la réorganisation irréversible, cela suppose que nous devons détruire résolument les reliques du passé que nous avons condamnées, reliques dont nous ressentons toujours la présence dans des structures économiques, sociales et spirituelles.

A mon sens, c'est là la substance révolutionnaire de la *perestroïka*. Nous désirons créer l'authentique socialisme qui ait une productivité du travail sans pareille, un pouvoir populaire conséquent, la transparence, socialisme dont le principe stipule : le libre développement de chacun constitue la condition du libre développement de tous. Que faut-il pour ce faire quant à l'analyse et l'évaluation du passé ?

Une question extrêmement difficile du point de vue instructif, politique et moral. Je ne crois pas que quelqu'un soit en mesure d'y donner une réponse exhaustive. Une chose est pourtant claire : outre le courage civique et la vérité, il faut des efforts collectifs, des recherches persévérantes, de la création. Tout ne vient pas d'un coup. Tout ce qui est extérieurement évident ne s'avérera pas vrai. Des déceptions et des échecs peuvent nous arriver. Seulement, nous ne pouvons plus reculer devant le renouveau amorcé de la mentalité. Nous ne pouvons pas le faire ne serait-ce que parce que l'avenir est tissé des matériaux du passé.

Notre humanisme est intimement lié à notre capacité de nous pénétrer entièrement, honnêtement et sincèrement

du passé, c'est-à-dire de le comprendre. Procéder à l'éradication des mauvaises herbes du passé ne signifie pas tourner le dos à cette époque-là, se sentir hors de cause, bien que pour certains cela puisse être une situation plus confortable et toujours irresponsable. Non ! L'époque de Staline fut une époque entière, intègre, tissée d'une multitude de différentes contradictions intérieures et internationales, économiques et sociales qui ont déterminé les conflits de l'édification socialiste dans notre pays et les destinées de millions d'hommes.

Toutes les tentatives de se cacher, de n'entendre que sa propre voix, sont dangereuses. Pour surmonter l'habitude de l'uniformité, de rechercher des causes simples et non pas complexes, pour comprendre d'où proviennent l'intolérance et la cruauté, il faut ramener à la lumière du jour tous ceux qui ne vivent plus et et chercher à les comprendre. Les comprendre tous, sans exception, chercher à pénétrer, avec Staline, les mystères les plus secrets de l'époque, y compris l'énigme de l'amour et de la haine éprouvés à l'égard de Staline. Certes, il est facile de se débarrasser par des incantations d'un passé désagréable. Mais c'est la facilité de l'ignorance, une facilité privée de réflexions palpitantes et tendues. Sans comprendre les autres, ceux qui ont vécu avant nous, nous ne nous connaissons jamais nous-mêmes.

"Une épreuve morale"

Par conséquent, le passé rend tout le monde responsable - ceux qui ont vécu honnêtement dans les années 20, 30, 40 et 50, ceux qui ont travaillé avec enthousiasme et ont combattu avec abnégation, et ceux qui vivent maintenant et vivront après nous.

C'est là une gigantesque épreuve morale et il faut la subir. Il serait absurde de diviser le passé en bon et mauvais et, de plus, de façon à porter le bon à l'actif du socialisme et de soi-même et le reste à Staline. Nous ne saurons pas fuir nous-mêmes et ne tirerons pas ainsi de notre passé difficile, d'informations importantes pour notre avenir.

Ces derniers temps, notre presse manifeste un certain penchant aux demi-tons, à un dosage déterminé d'avance entre le positif et le négatif, à un équilibre entre le bon et le mauvais. En effet, tout excès, dans n'importe quel sens, serait déplacé. Parler du "mauvais" en reniant le "bon" est aussi nuisible qu'opposer le "particulier" au "général" et vice versa. Or, on ne doit pas, avant même de procéder à une étude impartiale, établir des "zones permises" et de "nouvelles interdictions". D'autant plus qu'il est parfois difficile de séparer ce qui est plus important de ce qui l'est moins, l'idéalisation de la dramatisation. D'ailleurs, l'historien

n'est pas en mesure de dramatiser le passé, lequel ne dépend pas de lui, mais est tel qu'il a été. Pour ce qui nous concerne, nous dépendons entièrement du passé, car c'est sur ce passé que se sont formés notre société, toutes ses structures et nous mêmes. Voici pourquoi, nous nous devons d'y entrer audacieusement, comme dans notre maison. Il est absurde d'avoir peur de soi-même.

Notre mérite principal consiste dans le fait que notre pays est enfin capable de faire des pas décisifs vers un socialisme mûr dans tous les sens de ce terme, que nous sommes restés dévoués aux idéaux révolutionnaires, que nous haïssons tout ce qui les a trahis et les trahit maintenant, ce qui a déformé et déforme le socialisme. En même temps, nous nous rendons compte qu'on ne peut recommencer sans fin la réorganisation. La déstalinisation doit être menée jusqu'au bout. C'est d'après cela qu'on jugera nos propos et nos actes.

"Les faits, rien que les faits"

Certains historiens essaient de tout réviser à la révision de personnalités, faits et événements isolés. Certes, il faut le faire. Cela intéresse tout le monde. Par exemple, lors de chaque intervention publique, on me pose la même question "Quelle est votre attitude envers Boukharine ?" Que dire ? Il ne faut pas être un historien professionnel pour dire qu'il n'a jamais existé de criminel d'Etat nommé Boukharine. Et après ? Après, il faut des faits, rien que les faits, tous les faits. Mikhaïl Gorbatchev a parlé des échecs de la transformation de l'économie dans les années 50, 60 et 70. Les historiens se doivent de répondre, de façon profonde et raisonnable au pourquoi de ce phénomène. On n'édifie pas de bâtiment solide sur des semi-vides idéologiques, et une attitude timorée à l'égard de l'expérience sociale n'a rien à voir avec la science.

On est obligé de reconnaître que tout récemment, nous avons existé d'un anniversaire à un autre, et les anniversaires étaient dans notre pays beaucoup plus abondants que tout le reste. Tout en mettant un terme à cette prolifération d'anniversaires, nous avons le droit, cependant, de rendre hommage à la tradition. Mais comment faire ?

On sait que Lénine considérait les anniversaires comme un phénomène naturel inévitable, mais il pensait qu'on pouvait mettre un anniversaire au service de l'œuvre révolutionnaire, en y voyant l'occasion de méditer de façon critique à ce que l'on fait, à ce que nous n'avons pas encore réussi à faire ou avons mal fait, et ce que nous sommes tenus de faire et ferons sans manquer !

Suivons donc le conseil de Lénine. ■

13 septembre 1987

"La fièvre de la paperasse"

SI LE DROIT A LA SANTE est garanti par l'article 42 de la Constitution de l'URSS (1977), si l'énorme système de soins gratuits pour tous les citoyens est une des fiertés de l'Etat, la vie quotidienne du patient soviétique est infiniment moins rose que ne le laissent à penser les impressionnantes statistiques qui montrent la croissance continuelle du nombre d'hôpitaux, de médecins, etc.

Glasnost et *perestroïka* aidant, médecins et malades (passés et à venir), abordent depuis quelques temps, dans la presse, ce sujet sensible.

Dominique LEGRAND

DEUX INDICATEURS importants - l'espérance de vie et le taux de mortalité infantile - reflètent généralement l'état sanitaire d'un pays. Or, en Union soviétique, à l'inverse de la tendance générale, notamment dans les pays industrialisés, les chiffres publiés par l'Administration centrale des statistiques de l'URSS (TsSU) sur ces deux points, montrent une détérioration évidente. La publication même de ces chiffres, en 1985, doit être créditée à l'actif de la transparence puisqu'elle fait suite à quatorze années de silence.

Des chiffres inquiétants

L'espérance de vie pour l'ensemble de la population, après être passée de 67 à 70 ans entre 1955 et 1959, âge qui se stabilise jusqu'en 1971, tombe à 68 ans en 1978, pour remonter à 69 ans en 1984-1985.

Pour les hommes, après avoir baissé de 66 à 62 ans entre le milieu des années 60 et 1978-1979, l'espérance de vie est de nouveau remontée à son niveau de 1971, c'est-à-dire 64 ans.

La courbe est moins sensible pour les femmes qui passent toutefois de 74 ans, début des années 70, à 73 ans, en 1985-1986.

Plus inquiétant encore, le taux de mortalité infantile qui atteint en 1985, 26 pour 1000, alors qu'il était de 22,9 en 1971 (1). C'est le plus élevé d'Europe de l'Est, puisqu'en 1985, ce taux atteignait 110/00 en RDA, 140/00 en Tchécoslovaquie, 180/00 en Hongrie, Bulgarie et Pologne, 220/00 en Roumanie.

Comment expliquer de tels chiffres ?

Selon le docteur V.A. Tabolin de

l'Académie des sciences de l'URSS, l'une des raisons de cette augmentation est à chercher dans "l'excès de confiance en soi" qui anime les médecins, écrit-il à la *Sovietskaja Rossiïa* du 31 octobre 1986. Dans les années 70, le développement de la médecine a permis aux femmes en mauvaise santé de concevoir et d'accoucher, mais comme le remarque Tabolin "des mères malades donnent le jour à des enfants malades". Or les carences de cette médecine se révèlent quand il s'agit de garder en vie des enfants prématurés et/ou d'un poids trop faible. "Bien sûr - précise Tabolin - nous essayons de sauver chaque nouveau-né. Mais, qu'on me pardonne de dire cela, nous le faisons avec les méthodes de nos grands-parents, car nous n'avons jamais l'équipement et le personnel qualifié nécessaires pour nous occuper de ces enfants".

Un budget en régression

La pauvreté de l'équipement n'est pas le seul problème. Tabolin dénonce la situation qui prévaut dans les maternités où, la nuit, seules des infirmières assurent les gardes. Ce n'est que depuis peu que le ministère de la Santé a émis une circulaire y astreignant également les médecins. Tabolin poursuit en mettant en cause le savoir-faire de ces derniers. La formation des pédiatres, précise-t-il, est trop courte et très peu tournée vers la pratique : les étudiants ne voient un bébé que dans leur dernière année de cours et encore, à raison d'un enfant par groupe de 10 étudiants.

L'académicien propose de rallonger la formation et de réduire ces groupes mais cela équivaldrait à augmenter le nombre d'enseignants, de salles de classe, etc., et donc à augmenter le budget. Or, la tendance actuelle est inverse. Entre 1975 et 1985 la part des dépenses de santé est pas-

sée de 5,3% à 4,6% du budget total et pour 1987, est de 4,4%.

L'une des causes de cette forte mortalité infantile et que n'aborde pas Tabolin, c'est l'hygiène désastreuse qui règne dans les maternités. La *Pravda* du 11 octobre 1985 révélait qu'à la suite d'une épidémie infectieuse dans une maternité de Rostov-sur-le-Don, affectant plus de 60 nouveaux nés (dont un nombre non spécifié moururent), l'enquête ouverte mettait à jour un nombre incalculable de violations des normes sanitaires élémentaires : absence de stérilisation des langes, lait non pasteurisé, et un surpeuplement de l'établissement, 155 personnes pour 70 lits prévus. Si la situation était là particulièrement catastrophique, La *Pravda* du 31 août 1986 affirmait clairement que des "cas semblables" s'étaient déjà produits.

Huit patients à l'heure

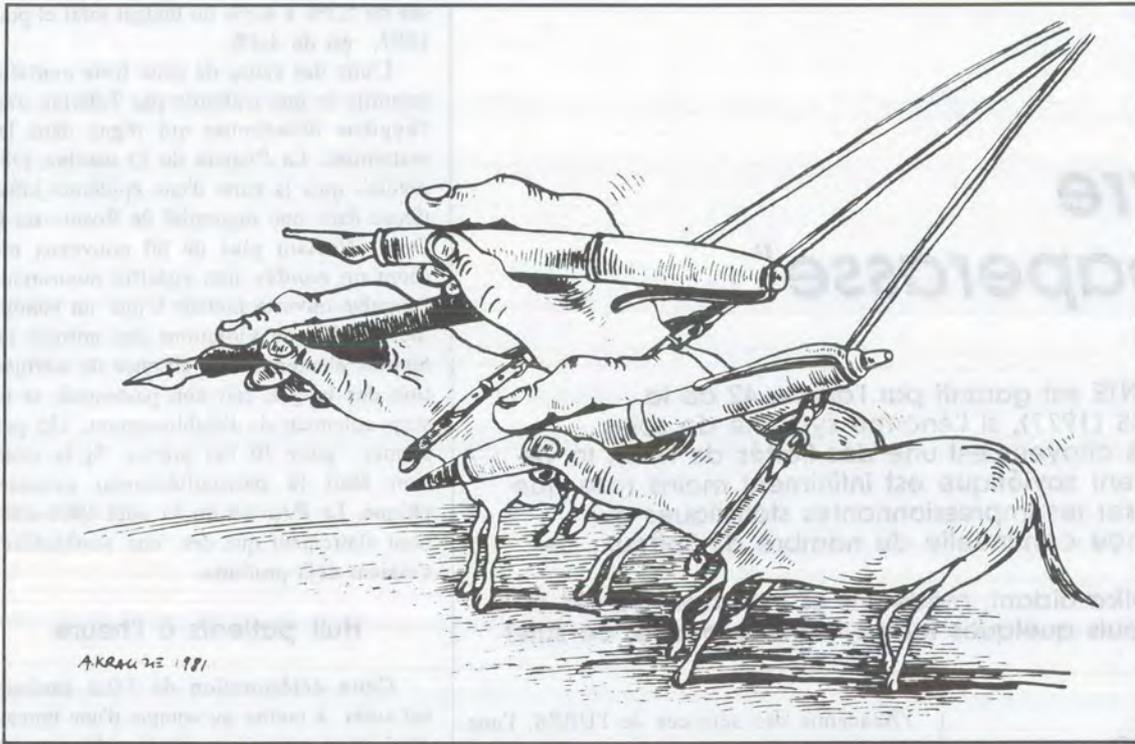
Cette détérioration de l'état sanitaire est aussi à mettre au compte d'une bureaucratie croissante de la médecine soviétique. Sous le titre "la fièvre de papier", les *Izvestia* du 7 janvier 1987 publient une lettre du Docteur Yu. Tomashevsky de Lvov dans laquelle ce dernier dénonce le fait que les médecins passent plus de temps à remplir des papiers pour l'administration qu'à soigner leurs malades. Ainsi, un médecin d'une polyclinique est censé voir huit patients à l'heure, c'est-à-dire consacrer 7,5 minutes à chaque personne, et, des études soviétiques montrent qu'en moyenne, cinq de ces sept minutes et demi sont dévolues... à remplir des papiers. Car à l'image de l'ensemble du système économique, le médecin soviétique est jugé à la quantité.

Pour Tomashevsky "le travail des médecins est d'ailleurs estimé suivant les normes statistiques (...) les chiffres déterminent notre mode de travail". Les résultats, précise-t-il, sont loin d'être concluants : "Dans certaines zones, nous stagnons, et dans d'autres nous régressons même (...) N'est-il pas temps de mettre la qualité des soins comme premier critère de notre travail ?".

L'article de Tomashevski a provoqué un flot de lettres de médecins, certains d'entre eux demandant aux *Izvestia* de ne pas révéler leur nom.

Le Docteur G. Ivanov de Léningrad écrit qu'il consacre la moitié de sa journée de travail à remplir des papiers et qu'il doit faire son diagnostic et ses prescriptions "à la vitesse des décisions d'un pilote dans un combat aérien" (*Izvestia*, 7 février 1986). Quand il a suggéré, ajoute-t-il, à ses supérieurs de gagner du temps en faisant pré-imprimer certains formulaires, il s'est entendu répondre qu'il y avait pénurie de papier.

Le docteur A. Stolyarov de Mozyr remet en cause l'un des principaux points



1986, "La coutume de "remercier" les médecins à l'aide d'une somme rondelette est devenue tellement à la mode que l'extension des établissements autofinancés en devient presque une bénédiction. Tant qu'à faire, autant payer l'Etat".

Mais si tous s'accordent sur les carences du système de soins soviétique, l'opinion n'est pas unanime sur ces cliniques payantes. Beaucoup craignent que l'extension de ce type d'établissement ne porte atteinte au droit à la santé pour tous, reconnu constitutionnellement (*Izvestia*, 17 mars 1986 et 11 juillet 1986). Ces réactions montrent bien que toute entorse, même minime, (les établissements auto-financés

des sacro-saintes statistiques du "progrès" : le nombre de médecins.

"Allons produire un autre million de médecins et les mettre à paperasser ? Non, merci !".

Dictature de la statistique

Dans les *Izvestia* du 13 juin 1986, d'autres médecins s'attaquent à la dictature de la statistique. Le docteur V. Bubenko de Moscou dénoncent les conséquences de cette situation : "Prenons par exemple, le taux de mortalité, c'est-à-dire le pourcentage de patients décédés dans un service. Bien entendu, si un médecin travaille correctement, ce taux doit être le plus bas possible. Mais dans certaines situations, ce diktat de la statistique va à l'encontre du but recherché et crée une médecine de routine. Si un médecin prend des risques plus souvent, il n'a pas peur d'accepter un patient "difficile". Car dans de tels cas, le taux de mortalité augmente et le médecin concerné "ne reçoit pas de lauriers".

Le docteur A. Nemenov renchérit : "La nécessité d'une réorganisation du système de santé est évidente, comme celle de l'information statistique (...) Les indicateurs quantitatifs (utilisation du budget, croissance du réseau d'équipement, nombre de visites, etc.) prédomine aujourd'hui dans l'estimation de l'état sanitaire. Il est pratiquement impossible d'avoir des informations sur l'efficacité du traitement avec tous ces chiffres. L'état du patient s'est-il amélioré, stagne-t-il, a-t-il empiré, aucun moyen de le savoir". (*Izvestia*, 13 juin 1986).

La situation qui règne dans les hôpitaux amènent certains patients à remplir les salles d'attente des cliniques pa-

yantes qui existent. Ces dernières furent créées pendant la NEP, en 1926. A l'origine, elles étaient conçues comme un moyen de garder dans le pays les spécialistes privés face à la pénurie de médecins qui régnait après la révolution, en leur permettant de "faire de l'argent".

Elles sont aujourd'hui une soupe de sûreté face aux carences du système gratuit. Il existe 20 polycliniques payantes à Moscou. Selon les *Izvestia*, "Le nombre d'établissements (médicaux) auto-financés a au moins triplé depuis 1975" (*Izvestia*, 21 janvier 1986). Le plan quinquennal actuel leur prévoit une croissance de 60% et leur nombre devrait être multiplié par 5 d'ici l'an 2000 (*Pravda*, 15 août 1987). Leur statut est relativement indéfini. Elles sont sous le régime de l'autofinancement tout en dépendant de diverses administrations.

La santé payante

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les gens se tournent vers ces établissements. Le docteur M. Khutornenko, qui dirige l'un d'eux à Moscou l'explique ainsi : "Les gens se tournent vers nous d'abord parce qu'ils peuvent obtenir un rendez-vous avec un spécialiste hautement qualifié sans avoir à faire le parcours du combattant" (*Izvestia*, 21 janvier 1986). Les personnes âgées y ont souvent recours, parce qu'au moins, disent-elles, on s'y occupe d'elles, alors que dans les hôpitaux gratuits, elles sont souvent renvoyées du simple fait de leur âge.

La pratique du pot-de-vin qui règne dans les établissements "gratuits" renforce encore cette tendance. Comme l'écrit un lecteur dans les *Izvestia* du 11 juillet

ne représentaient en 1986 que 0,4% du total du système médical soviétique) au "contrat social" considéré, par la population, malgré ses faiblesses de toutes sortes, comme un acquis, se heurte et se heurtera à une forte résistance. C'est vrai dans le domaine de la santé comme dans celui de l'emploi.

L'ouverture du premier hôpital payant de Moscou en septembre dernier ne peut que renforcer ces inquiétudes. Il en coûtera 5,70 roubles par jour plus 2,50 roubles pour la nourriture aux patients de l'établissement. La presse soviétique a largement couvert l'événement le présentant sous un jour particulièrement favorable. S'orientent-ils vers un système médical à deux vitesses, l'Etat assurant gratuitement un minimum (à définir) garanti pour tous, le surplus étant à la charge des patients ? Répétons-le, on en est encore loin, mais les déclarations du nouveau ministre de la Santé, Evgueni Chazov, en place depuis sept mois montrent clairement que des changements sont à l'oeuvre. Selon lui, les citoyens doivent faire preuve d'une plus grande responsabilité individuelle, quitte peut-être, à leur forcer un peu la main : "La médecine gratuite amène les gens à se désintéresser de leur santé" (*Nedelya*, numéro 34, 1987). ■

Octobre 1987

1) Les chiffres pour la période de 1975 à 1979 n'ont toujours pas été publiés. Certains médecins occidentaux pensent que ces années-là, pour diverses raisons, le taux de mortalité infantile atteignit les 31 ‰. (*Wall street Journal* - 31 octobre 1986).

**EN
BREF...**



ISRAEL

Réouverture du Centre d'information alternative

Les autorités israéliennes ont dû finalement faire marche arrière et accepter la réouverture du Centre d'information alternative. Comme nous l'avions rapporté à l'époque (voir *Inprecor* numéros 237 et 239 des 2 et 30 mars 1987), le Centre d'information alternative avait été fermé par la police israélienne en février 1987 pour avoir soi-disant servi de local et de couverture au Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP, dirigé par Georges Habache). L'opinion publique israélienne, et en particulier la presse, s'était alors mobilisée contre cette mesure administrative sans précédent, obligeant les autorités israéliennes à libérer les membres du collectif, à l'exception du directeur du Centre, notre camarade Michel Warschawski qui, finalement, devait être inculpé de "services rendus à organisation illégale", à savoir impression de brochures et d'articles pour des syndicats, des organisations étudiantes, et des groupes femmes soi-disant liés secrètement au FPLP. Michel Warschawski devait d'ailleurs être libéré par la Cour suprême sous caution après un mois de prison.

Une seconde victoire allait être obtenue quand la Cour du district de Jérusalem a reconnu le droit au Centre d'information alternative de continuer ses activités dans d'autres locaux, et obtenu du représentant de l'Etat d'annuler l'ordre de confiscation du matériel du Centre.

Le fait que la police n'ait pas renouvelé l'ordre de fermeture après les six premiers mois est à juste titre considéré comme un aveu de la part du pouvoir israélien qui n'avait pas su lire les données politiques quand il décida de museler la voix du courant radical anti-sioniste.

Bien que le directeur du Centre attende toujours son procès pour "services rendus à organisation illégale", les autorités ont préféré laisser au tribunal le soin de décider si un crime avait été commis par le Centre, plutôt que d'appliquer à nouveau les décrets anti-terroristes utilisés il y a six mois.

Ceci est loin de signifier que l'affaire est close. Le jour de la réouverture du Centre, la police décidait de confisquer ce qui restait de matériel et d'archives dans les locaux, prétendant que cela pouvait servir de pièce à conviction pour le procès Warschawski. Cette dernière démarche, mesquine, exige une nouvelle procédure judiciaire qui oblige le Centre à démontrer que 90% du matériel et des archives confisqués n'ont rien à voir - ce que la police sait pertinemment - avec l'inculpation de Warschawski.

Puis, d'ici quelques mois, ce sera le procès de ce dernier qui risque jusqu'à 23 ans de prison.

La réouverture du Centre d'information alternative est certes une victoire, mais elle ne doit en aucun cas, désamorcer le mouvement de solidarité qui en est la cause principale. La récupération du matériel et des archives du Centre, la levée de l'inculpation de Warschawski sont les deux axes autour desquels doit se poursuivre la campagne, avec une campagne financière pour couvrir les frais de justice qui peuvent se chiffrer à plusieurs milliers de dollars, et le rachat du matériel que les autorités ont confisqué et ne rendraient pas. ■

BELGIQUE

Les JGS contre les missiles

La Jeune garde socialiste (JGS), l'organisation de jeunesse du Parti ouvrier socialiste (section belge de la IVe Internationale), prépare une campagne de rentrée qui fera du bruit. Une grande enquête a été lancée par la JGS aux portes des écoles : elle porte sur les missiles, la guerre, l'armement et la lutte pour la paix.

Les premiers résultats arrivent déjà. Et quoique l'enquête ne soit pas facile, les lycéens prennent le temps de la lire attentivement et de la remplir en détail. Cela donne beaucoup d'espoirs à la JGS pour la manifestation prévue contre les missiles, le 25 octobre.

La date du 25 octobre constitue maintenant la priorité des priorités pour les militants de la JGS. On peint de nouvelles

banderoles, on vend de nouveaux badges etc. "Notre campagne ne se limite pas à la mobilisation du 25 octobre", dit le responsable national de la JGS, Vincent Scheltiens. "Nous voulons montrer clairement aux jeunes que les missiles ne sont que le sommet de l'iceberg. Ils ne représentent que 3% des armes nucléaires existantes".

Début octobre, la JGS distribuera un tract de masse aux écoles, pour appeler à la manifestation. "Nous y expliquons qu'un accord sur les missiles signé avant le 25 octobre ne doit pas signifier qu'il ne sert à rien de manifester. Car le gouvernement belge, le gouvernement américain et l'OTAN, prennent de nouvelles initiatives d'armement. Indiscutablement, ils investiront plus dans les armes conventionnelles. Mais ces armes sont aussi dangereuses, elles peuvent aussi tuer des milliers de civils".

La JGS voit dès lors la manifestation du 25 octobre comme une étape importante dans la préparation de futures actions du mouvement de la paix.

Lutter contre les missiles et contre les projets d'armement reste donc, pour la JGS, une tâche centrale du mouvement de la paix en Belgique. "Mais cela ne signifie pas que nous, JGS, sommes des pacifistes qui refusons toute violence et toute lutte armée - dit Vincent - Après le 25 octobre, nous allons d'ailleurs nous concentrer sur la solidarité avec les luttes des peuples d'Afrique du Sud et d'Amérique centrale. ■

SUEDE

Victoire pour les ouvriers de la confection

270 ouvriers de la confection ont remporté une importante victoire après une semaine de grève, le 16 septembre. Leur entreprise, Malmö Strumpfabrik, a été obligée de reculer sur tout et de reprendre le responsable du syndicat qui avait été licencié.

Depuis longtemps, la direction menaçait de renvoyer le secrétaire du syndicat local, Bengt Svensson. Ce dernier avait fait de son mieux pour améliorer les conditions de travail et les bas salaires des ouvriers de la confection. Ces travailleurs sont désormais connus dans tout le pays depuis qu'une équipe de la télévision suédoise a fait un reportage sur leur travail, le rythme que leur impose le salaire aux pièces, les conditions de sécurité épouvantables etc.

La direction a licencié Bengt Svensson sous un prétexte incroyable : faisant son travail de militant syndical, il avait parlé

à un ouvrier qui avait dû éteindre sa machine bruyante pendant 18 minutes. En conséquence, pour l'entreprise, le syndicaliste est responsable d'une grave "entrave à la production", de même, la compagnie l'accuse de l'avoir "diffamé" à une radio locale.

Selon les lois suédoises, les entreprises doivent présenter des raisons fondées sur les faits, pour licencier des ouvriers. D'autre part, même si le tribunal chargé des conflits du travail pense que le licenciement est illégal, l'entreprise peut toutefois se débarrasser du travailleur en payant une somme dont le montant est spécifié par la loi.

La seule façon de faire reculer la direction sur ce licenciement était donc la grève. Mais, toujours suivant la loi, se mettre en grève implique que l'entreprise peut licencier légalement tous les travailleurs si la grève dure plus de deux jours. L'entreprise devait assigner en justice les 143 grévistes pour "grève illégale".

Les grévistes et Bengt Svensson ont obtenu le soutien des syndicats de tout le pays en quelques jours.

Le Syndicat des ouvriers de la confection apporta son soutien à Svensson et affirma clairement qu'il n'était pas question de stopper le mouvement bien que le syndicat risquât de payer des millions de dommages et intérêts s'il ne travaillait pas à faire cesser une "grève illégale".

Les grévistes reprirent le travail pour une journée afin que le syndicat puisse entreprendre les négociations avec l'entreprise comme le stipule la loi.

Mais de négociations, il n'y eut que le nom puisque la direction affirmait son intention de maintenir sa décision.

Le jour suivant, les ouvriers se remettaient en grève. La grève était plus massive et plus déterminée que jamais.

C'est cette situation et la solidarité croissante des autres syndicats qui forcèrent la direction à reculer.

Bengt Svensson fut réintégré à son poste, le syndicat reçut des dommages et la plainte contre les 143 travailleurs fut retirée.

C'est une victoire totale, la première du genre pour les travailleurs de Suède après des années de défaite et de recul. ■

LES NOTRES

Chen Bilan (1902-1987)

Chen Bilan, dirigeante de la première heure du Parti communiste chinois (PCC) et militante trotskyste est morte le 7 septembre 1987. Pendant plus de 60 ans, elle a continué de croire au communisme et, comme son compagnon Peng Shuzi, elle a combattu toute sa vie les ennemis des exploités et des opprimés.

C'est en 1919 que Chen rejoint le combat du socialisme. En 1922, elle déclenche et dirige la grève du Collège d'enseignants pour femmes de la province de Hubei, ce mouvement sera la première victoire des étudiantes dans l'histoire de la Chine. La même année, elle rejoint la Ligue de la jeunesse socialiste et, six mois plus tard, le PCC. Ensuite, elle part étudier à Shanghaï et Moscou.

Quand éclate le Mouvement du 30 mai en 1925, Chen retourne en Chine sur décision du PCC et se joint à la révolution. Elle devient secrétaire du Comité régional du département femmes de Shanghaï et devient responsable du journal *Femmes chinoises* publié par le Parti.

Après l'étranglement de la révolution par le Kuomintang, Chen comme beaucoup de militants, essaie de comprendre les raisons de la défaite de la révolution. Elle étudie les différences entre Trotsky et Staline sur la Révolution chinoise, et à partir de sa propre expérience, en conclut que la position de Trotsky était juste.

Chen Bilan, Chen Duxiu, Peng Shuzi, et d'autres, soumettront cette appréciation aux organes centraux du PCC. Ils demandent une discussion générale dans le parti sur les raisons de l'échec de la révolution. Non seulement leur proposition est rejetée, mais ils sont exclus du parti.

A partir de 1929, Chen milite dans le mouvement trotskyste dont elle est l'un des membres fondateurs, se consacrant à l'activité révolutionnaire clandestine pendant la période de terreur blanche de Jiang Jieshi. Beaucoup de militants sont emprisonnés pendant cette période.

Quand éclate la guerre avec le Japon, les trotskystes emprisonnés sont relâchés. Chen et Peng restent à Shanghaï pour continuer le travail clandestin. Leurs camarades sont arrêtés par les forces d'occupation japonaises pour avoir dirigé des grèves ouvrières. Après la reddition du Japon, les trotskystes publient deux journaux mensuels, *Femmes et jeunes* (qui deviendra *Voix nouvelle*) que dirige Chen, et *Pour la vérité* que dirige Peng. A travers ces publications, l'influence politique s'élargit et l'organisation se renforce.

A la fin de 1948, Chen et les autres savaient qu'ils ne seraient pas tolérés par les dirigeants du PCC car le parti avait persisté dans ses mensonges et son hostilité vis-à-vis des trotskystes, aussi furent-ils obligés de sortir de Chine. Quelques années plus tard, tous les trotskystes du pays étaient arrêtés et beaucoup furent emprisonnés pendant de longues années.

En exil, ils participèrent plus étroitement au travail de la Quatrième Internationale. Chen commença la rédaction de *Mes mémoires* en France, ce livre contenant son expérience et ses idées sur des décennies de lutte (en particulier sur la révolution de 1925-1927).

A la fin des années 60 Chen et Peng partirent pour les Etats-Unis.

Chen nous a quittés, trois ans après son compagnon Peng ; sa vie fut celle d'une militante révolutionnaire et prolétarienne qui a lutté pour la libération des femmes. ■

CANADA

Accord ratifié chez Chrysler

10 000 travailleurs de l'automobile s'étaient mis en grève chez Chrysler au Canada, le 15 septembre, au moment de l'ouverture des négociations de la prochaine convention collective et s'étaient formés en piquets de grève pour défendre leurs revendications. Après trois jours de grève, un projet d'accord a été conclu entre le Syndicat canadien des travailleurs de l'automobile (CAW) et la direction de Chrysler. La principale question en jeu dans cette grève était l'indexation des retraites afin de les préserver de l'inflation. Chrysler a cédé sur plusieurs des revendications syndicales.

"L'indexation des retraites des travailleurs est maintenant, dans ce pays, à l'ordre du jour de toutes les négociations sur les conventions collectives ; elle l'est aussi sur le plan politique", déclara le Président du CAW en annonçant l'accord.

Les assemblées de travailleurs convoquées pour voter la ratification de l'accord l'ont fait à 96%, les 19 et 20 septembre. Selon la convention ainsi établie, les ouvriers qui prendront leur retraite le mois prochain verront leur pension ajustée automatiquement pour compenser 90% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation.

Cependant, l'accord autorise Chrysler à plafonner à 6% par an l'indexation des retraites. De plus, le syndicat n'a pas réussi à obtenir l'indexation pour les 4 000 retraités actuels de chez Chrysler. Mais ces retraités bénéficieront d'une augmentation annuelle équivalente à environ 5% de leur pension.

L'accord sur les retraites est valable pour six ans, et il n'est pas prévu de le remettre à l'ordre du jour lors de la prochaine négociation entre le syndicat et la firme, en 1990. Les ouvriers actuellement en activité chez Chrysler ont également obtenu une augmentation de salaire de 3%, plus une clause de compensation de l'augmentation du coût de la vie pour cette année et une augmentation de 25 cents de l'heure en 1988 et 1989. Quant à Chrysler, la direction a abandonné son exigence de concessions syndicales immédiates sur les classifications de postes et les mutations. Le CAW et Chrysler se sont mis d'accord pour étudier ces problèmes en commun. ■